Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 11 FÉVRIER
N° 373 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Trois mois après encore une hausse

Le litre de super à 2,31 F

Voir p. 6

PAYS BAS

LA PLUS GRANDE GRÈVE

Depuis le mot d'ordre lancé mardi d'une grève pour l'augmentation des salaires, le mouvement ne cesse de s'étendre. Mercredi des milliers d'ouvriers ont à leur tour déclenché une grève, rejoignant les 13 000 ouvriers qui avaient démarré le mouvement. Selon les syndicats, le nombre de grévistes pourrait doubler d'ici la fin de la semaine. Les imprimeries sont presque toutes en grève. Des grèves tournantes ont commencé dans le bâtiment et la métallurgie, les dockers se mettent, bassin après bassin, port après port, en grève.

C'est la plus grande grève depuis de nombreuses années de gouvernement social-démocrate et de consensus social.

Voir p. 7

- **A propos de l'affaire Joly : interview du Syndicat de la magistrature** p. 2
- **Ceyrac : *«achetez français !»*, le PCF : *«Oui, et fabriquez français !»*** p. 3
- **Menaces de licenciements au «Printemps». Surtout ne pas attendre pour engager la bataille.** p. 4
- **L'appel du général Grigorenko : *«Brejnev égale Pinochet»*.** p. 7
- **La chine socialiste en marche : les vacances au palais d'enfants à pékin**
  - Enquête scientifique sur le plateau du Tibet septentrional.
  - Un marché à Pékin p. 8

SA POPULARITÉ EN HAUSSE...
D'APRÈS LES SONDAGES

BARRE A LYON

QUADRILLAGE POLICIER

La rénovation urbaine :
Collomb est pour à Lyon, et Barre le soutient
D'Ornano est contre à Paris et Barre le soutient.

Le jour même où un sondage, publié dans «Le Figaro», démontre que la popularité du premier ministre est en hausse, celui-ci est en visite à Lyon. Des milliers de travailleurs sont venus manifester leur colère, alors que tout le périmètre autour de l'hôtel de la communauté urbaine de Lyon, que devait inaugurer Barre, était gardé par d'importantes forces de police. Le moins que l'on puisse dire, c'est que pour un personnage populaire, Barre est demeuré méfiant. L'évolution a été nette depuis le premier voyage, dans la région centre. Là des manifestants avaient pu s'approcher. Depuis, il y a la mobilisation policière de Clermont-Ferrand, et hier le quadrillage de Lyon.

Barre a d'abord été présenté comme un «spécialiste» d'économie, chargé de «redresser» le pays. Il est aujourd'hui contraint de participer et de s'enferrer dans les divisions de la «majorité». Il a aussi été présenté comme un «libéral», rempli de bonhomie. Dans ce domaine là-aussi, la réalité se précise de plus en plus. Aujourd'ui, le premier ministre de Giscard, comme Giscard lui-même, ne peuvent se déplacer qu'entouré de très nombreux policiers. Cela donne la mesure de l'adhésion des masses à leur politique.

Voir p. 3

Voir p. 7

NOUVELLE ARRESTATION A MOSCOU

GRIGORENKO :

Sur le plan de la démocratie BREJNEV C'EST PINOCHET

- *Des envoyés russes à Prague*

Youri Orlov, l'un des opposants soviétiques a été arrêté, jeudi matin, à Moscou. C'est la troisième arrestation en quelques jours, tandis que le Soviet Suprême a décidé de renforcer les organes de répression, au niveau des entreprises et des quartiers. Ce qui donne un grand relief à l'appel de Grigorenko qui dénonce *«la terreur politique»* exercée par les dirigeants soviétiques *«au détriment de la cause communiste»*. En Tchécoslovaquie, une mission soviétique s'est rendue auprès du gouvernement collabo, pour mettre au point la répression contre le mouvement Charte 77.

LIP

LES RUMEURS D'ÉVACUATION S'AMPLIFIENT

LES TRAVAILLEURS SUR LE QUI-VIVE

Des bruits persistants courent depuis 48 heures à Besançon : après le «Parisien Libéré», Caron-Ozanne, Imro, le pouvoir giscardien serait sur le point d'envoyer ses CRS expulser les travailleurs de LIP, de l'usine de Palente qu'ils occupent maintenant depuis plusieurs mois, contre la fermeture !

Les travailleurs n'ont pas attendu confirmation ! Renforçant leur vigilance, parcoûrant les rues de Besançon, ils s'apprêtent à faire échec à ce mauvais coup !

SIDÉRURGIE

Après l'annonce des 900 licenciements

Journée intersyndicale d'action aujourd'hui

Voir p. 5

MONTPELLIER

INCENDIE CRIMINEL DANS UN FJT : 5 MORTS

Un foyer de jeunes travailleurs et d'immigrés, a brûlé hier, à Montpellier. Le feu a pris à trois endroits différents. L'incendie criminel ne fait donc pas de doute d'autant que le foyer avait déjà fait l'objet de menaces, de provocations fréquentes (pneus crevés, etc).

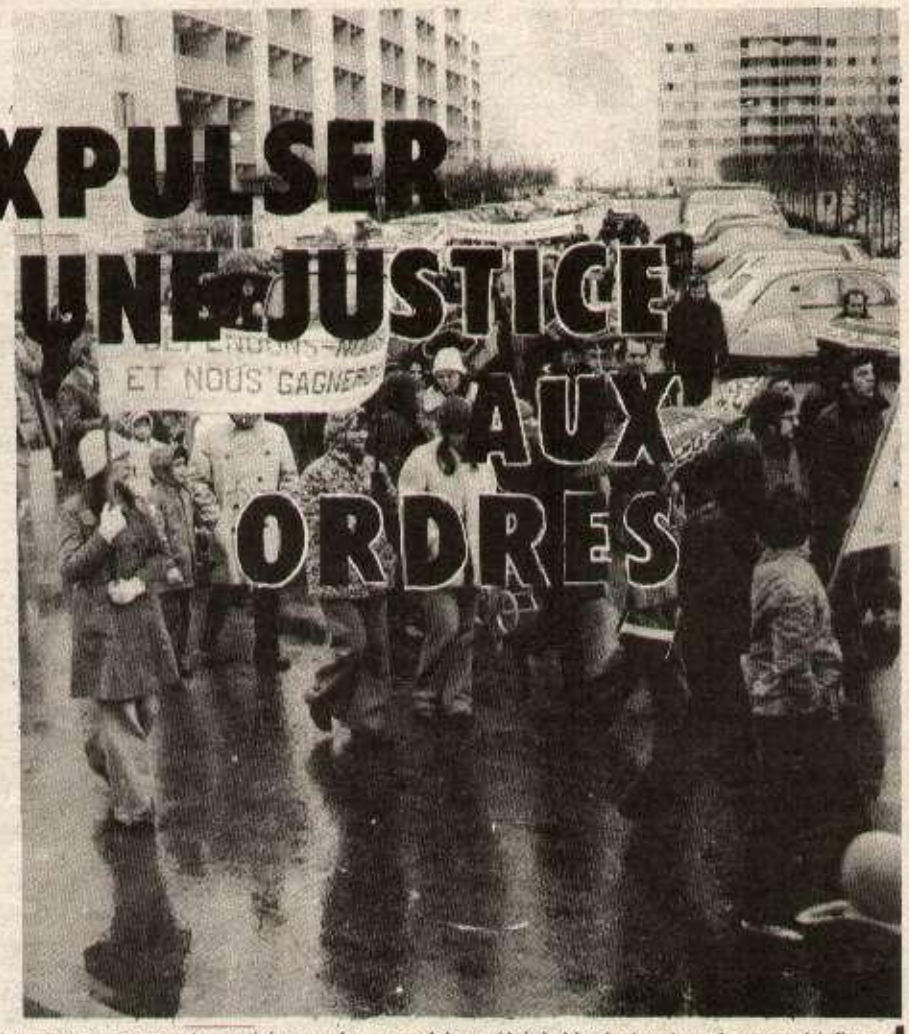
L'incendie a provoqué la mort de 5 travailleurs. 6 autres ont été blessés. Le nombre de victimes est élevé : le feu s'est propagé rapidement à cause des cloisons en bois, et il a bloqué immédiatement les issues. Ce détail montre bien la volonté délibérée de tuer de la part des auteurs de ce crime.

Exigeons le châtiment des coupables !

Voir p. 6

A PROPOS DE L'AFFAIRE JOLY

POUR SAISIR ET EXPULSER LE POUVOIR VEUT UNE JUSTICE AUX ORDRES



Les luttes contre les saisies et les expulsions (ici à Venissieux) qui se multiplient aggravent les contradictions au sein de la justice d'instance.

Voilà quelques jours était rendue publique, la procédure disciplinaire engagée contre mademoiselle Claude Joly, juge d'instance à Douai (sur la demande du premier président de la Cour d'appel de Douai). Elle doit être traduite devant le Conseil Supérieur de la Magistrature.

Que lui reproche-t-on ? Officiellement, il s'agit surtout de critiques sur la forme de son travail. En réalité —et la présence dans son dossier de jugements qu'elle a rendus le prouve— c'est le contenu de ses décisions qui est visé. En tant que juge d'instance, Claude Joly a eu à se prononcer sur des demandes de saisies, d'expulsions : contrairement à l'habitude, elle a refusé des demandes de saisies, d'expulsions, elle a accordé des délais à ceux qui étaient menacés.

A l'heure où saisies et expulsions se multiplient, la fonction de juge d'instance se trouve au cœur du système judiciaire répressif dont entend disposer la bourgeoisie. Que des jeunes juges placés dans cette fonction, et confrontés nécessairement aux luttes menées par les masses populaires contre les saisies, les expulsions, refusent de frapper les travailleurs, Cela la bourgeoisie ne peut le tolérer. L'affaire Joly témoigne de la profondeur de la crise qui traverse l'appareil judiciaire. En même temps, les mesures d'intimidation et les sanctions envisagées contre les juges comme Claude Joly, illustrent la volonté de la classe au pouvoir de s'attaquer sans merci aux travailleurs, dont les luttes amènent certains magistrats à remettre en cause sa politique.

Ce sont ces questions que nous avons abordées avec Gérard Blanchard, membre du Bureau du Syndicat de la Magistrature et Denis Millet, membre du Conseil du Syndicat, qui ont bien voulu nous accorder cette interview.

Interview de G. Blanchard et D. Millet du Syndicat de la Magistrature

RECUEILLIE PAR CLAUDE ANCHER

L'AFFAIRE JOLY

—Quotidien du Peuple : Pouvez-vous faire le point sur l'«affaire Joly» ?

S. M. : C'est une affaire d'un type relativement nouveau. Officiellement, on fait des reproches professionnels à Claude Joly : n'avoir pas tenu certaines audiences, avoir eu un incident avec un avocat, avoir fait une communication à un colloque.

Derrière tout cela, il y a en fait la volonté de sanctionner le type de justice qu'elle voulait rendre. Souvent ce genre d'amalgame est difficile à dénoncer. Ici, les procédés sont vraiment grossiers.

LES REPROCHES RÉELS

Au fond, quels sont les reproches réels ? Ils tiennent à sa pratique spécifique de juge d'instance. Une des fonctions d'un juge d'instance consiste à délivrer des injonctions de payer, c'est-à-dire des décisions judiciaires qui permettent à un créancier de se faire payer. Le juge peut accorder l'injonction, la refuser ou accorder des délais.

Habituellement, les juges signaient tout ce qui leur était présenté par les créanciers : c'est-à-dire les grosses sociétés de crédit (UCB, etc.), très rationalisées pour la gestion, et qui n'ont pas inclu dans leurs prévisions la possibilité qu'un juge refuse les injonctions. Quand un juge refuse, la machine s'enraye et c'est insupportable pour les maisons de crédit.

—QdP : Que faisait Claude Joly ?

—Elle a accordé des délais, refusé des injonctions, par exemple, parce que les contrats n'étaient pas valables, ou que le taux réel d'intérêt n'était pas mentionné.

Cela lui est reproché comme étant une «jurisprudence uniforme qui éloigne les justiciables de la justice». En oubliant de dire que les «justiciables» sont les maisons de crédit.

Les avocats des boîtes de crédit sont allés trouver la hiérarchie locale (le premier président de la cour d'appel de Douai), ont fait des rapports, déposé des plaintes. La hiérarchie a recueilli certaines décisions rendues par Claude Joly et en a fait un dossier «jurisprudence uniforme».

Pour les demandes d'expulsions, Claude Joly a accordé des délais. Ça a été le cas par exemple pour une femme que les responsables d'une association de logements sociaux voulaient expulser.

Un autre grief contre elle, concerne les décisions qu'elle a prises quand elle était juge pour enfants : des relaxes (acquittements) pour des mineurs qui avaient commis de petits larcins.

—S. M. : Elle a substitué à la démarche traditionnelle : «Il y a vol, donc sanctionnons», une analyse des circonstances économiques, sociales et psychologiques qui «motivent le délit».

Claude Joly se refusait aux peines de principe du type «amende ou admonestation», pour éviter le choc que constitue la sanction judiciaire pour un jeune et aussi les conséquences (inscription au casier judiciaire).

Une autre affaire lui est reprochée explicitement. Lors d'un colloque sur la justice des mineurs en juin 1976, elle a fait une communication indiquant que dans un établissement privé pour mineurs (le Centre Anne Frank), une section nommée «La Passerelle» était une véritable prison. Quelques mois après d'ailleurs, le ministère de la Justice faisait fermer cette section.

—S. M. : C'est scandaleux de voir à quel point les reproches sur le cadre formel de son activité sont destinés à masquer la critique du contenu de ses décisions.

Il faut remarquer que les rapports de ses supérieurs comportent des appréciations critiques sur ses décisions.

UNE MENACE : LA MUTATION D'OFFICE

—QdP : Quel a été le processus suivi par la hiérarchie ?

—S. M. : Charrier, premier président à Douai, a fait deux rapports. Au premier, le ministère a répondu par une demande de précisions. Au deuxième, des poursuites ont été décidées. Un dossier a été transmis à la formation disciplinaire du Conseil supérieur de la Magistrature. Celui-ci est composé de membres désignés par le président de la République ; le dernier renouvellement s'est fait il y a un an.

Dans son deuxième rapport, Charrier demandait la suspension immédiate de Claude Joly, demande qui a été rejetée.

Maintenant, un magistrat est chargé d'étudier le dossier, et de faire un rapport. Cela va prendre au moins jusqu'au mois de mars.

—QdP : Quelle est la sanction demandée par Charrier ?

—S. M. : La mutation d'office hors de douai et dans une autre fonction que juge d'instance.

UNE JURIDICTION DE NOTABLES MISE EN CAUSE

—QdP : Claude Joly fait partie des «jeunes juges». Cela n'a-t-il pas un rapport avec ce qui lui est reproché ?

—S. M. : Sans aucun doute, ce qu'a fait Claude Joly n'est pas une pratique isolée. De nombreux jeunes juges remettent en question les pratiques traditionnelles. Les sanctions demandées contre elle visent à intimider ces jeunes juges.

—S. M. : Une certaine presse s'en est souvent prise aux «jeunes juges». Il faut savoir qu'à un moment, le ministère de la Justice a même pensé interdire les fonctions de juge unique aux juges sortis de l'Ecole de la Magistrature.

Ceux-ci auraient d'abord été «encadrés» assez longtemps. Nous constatons en tout cas que la dernière promotion de l'Ecole s'est vue attribuer un nombre de postes de «juges uniques» plus réduit qu'à l'habitude.

—S. M. : Nous notons aussi une offensive contre les juges d'instance. Pendant longtemps, cela a été une juridiction de notables qui apposaient leur sceau à des demandes faites par des notables, sans la moindre vérification.

Maintenant des juges comme Claude Joly demandent que les demandes soient étayées. En plus, certaines sont rejetées. Ce n'est plus une justice d'enregistrement pur et simple, une justice rapide : «signature et coup de tampon».

L'ATTAQUE DES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT

Les avocats des sociétés de crédit ont trouvé ce comportement «injurieux, indécent» ! Mais il est difficile de dessaisir un juge d'instance : il est seul dans sa compétence géographique et matérielle... Les avocats essaient malgré tout de tourner la difficulté : un jeune collègue a appris il y a quelques mois que des avocats avaient adressé une circulaire à leurs confrères, leur conseillant de l'éviter, et de s'adresser au Président du tribunal par voie de référé pour obtenir des expulsions.

—QdP : Récemment, un autre membre du Syndicat de la Magistrature s'est vu dessaisir du dossier du «Parisien Libéré». Qu'en pensez-vous ?

—S. M. : C'est surtout l'action du syndicat, l'influence qu'il a, même auprès de magistrats non-syndiqués, qui sont visées à travers le cas précis de Claude Joly. Elle est une militante bien connue à Douai, ça ne pouvait qu'exaspérer à priori Charrier.

—S. M. : D'autant que la cour d'appel de Douai est parmi les plus réactionnaires. C'est la «cour disciplinaire» par excellence. Là a débuté la chasse aux sorcières contre les membres du Syndicat ; ou des non-syndiqués :il y a eu l'affaire Dujardin, puis Pascal, de Charette...

LES«JEUNES JUGES»

—QdP : Qu'est-ce qui selon vous a amené les «jeunes juges» à remettre en cause la justice traditionnelle ?

—S. M. : Il faut d'abord noter que pendant longtemps, la magistrature a connu une crise d'effectifs. Entre 1950 et 1965, elle n'a presque pas recruté. A partir de 1970, le recrutement s'est fait massivement : l'Ecole de la Magistrature créée en 1958 ne formait au début que vingt juges par an. En 1970, de 50 à 100. Aujourd'hui, environ 250.

Changement quantitatif et aussi qualitatif. Avant, les juges étaient formés dans les tribunaux. Il y avait une sorte de cooptation dans le même milieu. Avant la création de l'Ecole, les magistrats en formation n'étaient pas, ou très mal, payés, aussi la plupart du temps, ils étaient issus d'une classe qui avait d'autres revenus. Maintenant, on a affaire à un recrutement non plus «professionnel», mais universitaire. Même pour un juge peu enclin à la contestation, la réalité du fonctionnement judiciaire, le droit lui-même ne correspondent pas du tout à la vision idéaliste et humaniste qui est donnée dans les cours de faculté. Dans la réalité, le juge est appelé à statuer surtout sur la base de circulaires, de coups de téléphone du supérieur hiérarchique. Il y a une référence constante à la tradition : on s'entend souvent dire «ça ne se fait pas».

Il faut souligner bien sûr, le «choc» de 1968. Le Syndicat est né cette année-là, d'ailleurs.

SAISIES, EXPULSIONS... CRISE DANS LA JUSTICE D'INSTANCE

—S. M. :Et puis, il y a la crise actuelle avec les saisies et les expulsions qui se multiplient. La justice d'instance tout particulièrement, devient le lieu et le reflet de conflits sociaux de plus en plus aigus. Elle est véritablement au cœur de l'actualité.

—S. M. : Les lois sur les saisies sont censées viser «les mauvais payeurs». Mais, quand on voit, ce qui est fréquent aujourd'hui, tous les locataires d'une tour avoir des difficultés à payer le loyer, peut-on parler de «mauvais payeurs» ?

—QdP : Les luttes contre les saisies, les expulsions se multiplient. Quelle est leur influence sur l'attitude de certains juges ?

—S. M. : Incontestablement, elles contribuent à cette prise de conscience des problèmes réels de notre société. L'évolution du Syndicat est liée étroitement au fait qu'il a noué des contacts avec le monde du travail, ses syndicats, ses associations.

—QdP : Que comptez-vous faire par rapport à l'affaire Claude Joly dans les semaines qui viennent ?

—S. M. : D'abord, assurer sa défense devant le Conseil supérieur de la Magistrature.

D'autre part, faire comprendre à l'ensemble des magistrats les problèmes qui sont en jeu, mener des discussions, fournir des explications.

Enfin, informer largement l'opinion. Nous pensons que cette mesure contre Claude Joly annonce d'autres poursuites, notamment contre des juges d'instance. Aussi, c'est sur cette question des juges d'instance que nous comptons axer le travail d'information.

PROGRAMME COMMUN : CE QU'ILS NOUS PRÉPARENT

SI LE PS NATIONALISE :

Patrons, rassurez-vous, vous resterez capitalistes

La question des nationalisations occupe une place importante dans le débat qui oppose les deux principales coalitions parlementaires. Pas seulement d'ailleurs : elle renvoie aussi aux contradictions internes à l'union de la gauche elle-même. On l'avait nettement senti lorsque le PS, au mois d'octobre, s'était adressé aux patrons lors d'un colloque. Une fois de plus, c'est en s'adressant aux milieux financiers, par l'intermédiaire du journal *«Les Echos»*, qu'un responsable du PS, Jacques Attali, précise les positions socialistes sur la question.

«Il ne s'agit pas de réduire la fortune des actionnaires dans ces firmes, déclare Attali, qui ajoute : *Nos études nous conduisent à penser aujourd'hui que la meilleure formule est l'échange des actions contre des titres d'un genre nouveau, non amortissable, participatifs, à revenus indexés. Le cours en sera donc fixé par le marché financier où ces titres pourront être librement échangés en fonction du niveau de revenu des titres, c'est-à-dire de l'efficacité de la stratégie des entreprises et de la politique industrielle».*

Qu'est-ce à dire ? Actuellement, le capital des entreprises est représenté par un certain nombre d'actions, qui sont échangées en bourse, et qui rapportent à leurs propriétaires une part du profit, appelée dividendes. La possession d'un nombre suffisant de ces actions par un individu ou, le plus souvent, un groupe financier, lui permet de contrôler l'entreprise.

DÉPORTER LE CAPITAL PRIVÉ VERS DES SECTEURS QUI RAPPORTENT

Ce que M. Attali propose, c'est simplement de supprimer ce dernier point : l'État aurait le pouvoir de décision dans les entreprises nationalisées. Mais les détenteurs de capitaux, y compris les plus gros, resteraient propriétaires de leur argent : le capital ne serait pas touché. Par le jeu de l'achat et de la vente en bourse, ce capital aura la possibilité, soit de rester dans ces entreprises jugées suffisamment rentables, soit de se porter vers d'autres secteurs. Première conclusion : la nationalisation de certains secteurs permettrait directement, pour les capitalistes, de déporter leur argent vers des entreprises où le taux de profit est plus élevé. C'est la fonction classique des nationalisations capitalistes, améliorées par la solution technique d'Attali. Sur ce point, les projets capitalistes d'État de Marchais se trouvent directement contredits.

POURSUIVRE L'EXPLOITATION DANS LES USINES NATIONALISÉES

Mais le passage sur *«l'efficacité de la stratégie des entreprises»* amène une autre conclusion, que cette fois le PCF ne désavouerait pas : on le voit, c'est de rentabilité qu'il s'agit, de rentabilité capitaliste ; l'efficacité d'une entreprise, c'est celle qui consiste à rapporter de l'argent. Ce qui, pour les travailleurs du secteur nationalisé, veut dire, comme pour Renault ou la SNCF aujourd'hui, la poursuite pure et simple de l'exploitation.

Ceyrac : achetez français ! Le PCF : oui, et fabriquez français !

«Acheter français et fabriquer français ; les dernières déclarations de MM. Ceyrac et Giscard d'Estaing prouvent que depuis des années les communistes avaient raison». **C'est sous ce tire que Fiterman, du bureau politique du PCF, donnait hier son appréciation, à la première page de l'*Humanité*», sur la campagne engagée ces derniers jours.**

Concorde : «A qui le PCF prétendrait-il le vendre ?»

Dans le cadre de quel régime social se situent les propositions de Fiterman ? La question est laissée dans le flou, comme toujours quand il s'agit du PCF. Certains passages indiquent cependant qu'elles sont valables dès aujourd'hui. Par exemple : *«renoncer au plan Barre»*. Car pour le PCF, *«pour acheter français, il faut avoir les moyens d'acheter. Il faut donc augmenter les revenus des travailleurs»*

RÉSOUDRE LA CRISE OU COMBATTRE LE CAPITAL

Voilà pourquoi la classe ouvrière se bat tous les jours. Mais est-ce, comme l'affirme Fiterman, en vue de résoudre la crise du capitalisme ? Nous ne pouvons ignorer que la loi de ce régime, c'est le profit maximum. Augmenter les salaires, c'est, pour les capitalistes, nécessairement réduire leur compétitivité sur le marché international, en élevant leurs coût de production. La question des salaires, comme celle des licenciements, sont purement et simplement question de rapport de force entre les classes. Ce n'est pas en ayant le souci de faire mieux fonctionner l'économie capitaliste que la classe ouvrière se trouvera en meilleure position pour mener ce combat, au contraire.

Mais les ambitions de Fiterman vont au-delà : il s'agit aussi de l'inteprétation que fait son parti des *«solutions du programme commun»* qui devraient permettre de *«rationaliser par l'élimination des gâchis, la priorité donnée aux investissements répondant aux besoins nationaux»*. Certes, les communistes —pas M. Fiterman, les vrais— ne sont pas partisans de la poursuite du gaspillage capitaliste, qui est réel. Mais est-ce là l'essentiel ? Et comment l'éliminer ?

ÉLIMINER LE GASPILLAGE OU L'EXPLOITATION ?

Ce qui est gaspillé, ne l'oublions pas, c'est aujourd'hui un capital qui appartient aux exploiteurs. S'il ne l'était pas, il continuerait, entre leurs mains, à être une des conditions de la poursuite de l'exploitation. Quand une mine ferme, ce n'est pas indifférent aux mineurs qui y travaillent. Mais aujourd'hui, essentiellement parce qu'ils perdent leur emploi du coup. Et quand les travailleurs pensent à la société qu'ils construiront quand ils auront le pouvoir, c'est d'abord à l'élimination de l'exploitation elle-même qu'ils songent. D'où découlera, comme effet secondaire, l'utilisation rationnelle du patrimoine national de production. Telle n'est pas la préoccupation première de Fiterman : éliminer le gaspillage est son but.

Au reste, comment y parviendrait-il ? *«Ils licencient à la SNIAS et achètent des avions américains»*, écrit Fiterman. Son parti a mené une campagne d'ampleur en faveur de Concorde. Un tel appareil, ce n'est pas le marché national qui peut le rentabiliser : il faut nécessairement, le vendre à des compagnies américaines. De manière générale, il veut développer les exportations. Le PCF, s'il venait au pouvoir,, prétend en être capable. Mais en bonne concurrence inter-impérialiste, rien ne serait changé fondamentalement qui permette de le croire. La question est, en réalité, celle des choix de production que seule la classe ouvrière serait en mesure de faire en fonction des besoins populaires et non du marché international : ils n'iraient certainement pas à ce supersonique.

L'accord que «L'Humanité» manifeste avec les buts de Ceyrac et Giscard dans son titre n'est pas, on le voit, pure affaire d'ironie. C'est, dans le fond, une communauté de position de classe qui s'exprime.

Jean LERMET

STIRN CHERCHE UN LIEU DE RÉUNION (pas trop grand)

Le mouvement des sociaux-libéraux va tenir une assemblée générale. Rien d'étonnant à priori, mais pour le mouvement des sociaux-libéraux, le nouveau parti de centre-gauche de Stirn, c'est la première.

Stirn, qui voit grand, a pourtant prévu cette assemblée générale avant de tenir une autre réunion avec le premier ministre. Des fois qu'ils se retrouveraient en tête à tête... L'emblême du nouveau groupuscule de la «majorité» est un coquelicot et un épi de blé, l'un symbolisant la fragilité de la liberté, l'autre le travail. Hormis ces détails folkloriques de quelqu'un qui cherche avant tout à faire parler de lui, Stirn a profité de sa conférence de presse d'hier pour attaquer Chirac, *«qui cherche à revenir au système des partis»*, et a explicitement parlé de la troisième voie, qui correspond aux désirs de Giscard. Cette troisième voie, à la suite de Giscard, Stirn reconnait n'être pas le seul à vouloir la suivre. Selon ses propres dires, il y a des «sensibilités» différentes au centre : la sensibilité socialiste, la sensibilité radicale, la sensibilité centriste, et aujourd'hui la sensibilité gaulliste. Et la somme de toutes ses sensibilités, ça fait les piètres tentatives de sortir de l'ornière politique dans laquelle la bourgeoisie est de plus en plus profondément enfoncée.

N.D.

LA GUERILLA DU RPR

Ne se sentant pas concerné par le discours de Ploërmel de Giscard, le RPR et Chirac continuent leurs critiques : Chirac a commencé, lors d'une réunion à huis clos du RPR à la mutualité : *«Si l'opposition nous attaque, c'est qu'elle a compris que nous étions le vrai danger»*. Dans France-Soir, il s'en prend au giscardien Dominati, qui a déclaré que Chirac ne serait jamais maire de Paris : *«S'il préférait voter pour un candidat socialo-communiste, qu'il le dise. Les électeurs doivent savoir»*. De la Malène, autre RPR, s'attaque lui à d'Ornano, et l'accuse ni plus ni moins d'avoir fait son livre sur Paris en recopiant tel quel des pages entières du shéma d'aménagement et d'urbanisme de Paris, adopté en 76. Quant à la fédération du Puy de Dôme du RPR, elle a apporté son poids dans la balance : elle soutient la candidature Chirac à Paris.

RENOUVELLEMENT

Le maire de Saint Chamond ne se représentera pas. Il était maire depuis... 1929. Outre ces 50 ans de domination à Saint Chamond, Antoine Pinay donne encore, parait-il, des conseils précieux à Giscard en matière d'économie. Son départ va faire baisser la moyenne d'âge du conseil municipal de 58 à 48 ans.

PEYREFITTE A L'ACADÉMIE

Alain Peyrefitte, ministre de de Gaulle, puis auteur entre autre du «mal français» ou il décrit certains aspects du blocage de la société bourgeoise qu'il a largement contribué à gérer a été élu à l'académie française.

DÉBAT MAUROY-SEGARD À EUROPE 1 :

LE MARCHE-PIED LILLOIS

Parmi les affrontements à suivre lors des municipales, il y a certainement le duel Mauroy-Segard à Lille. Les deux hommes se trouvaient face à face lors d'une émission d'Europe N° 1, mercredi soir. Les arguments des deux candidats sont connus depuis près d'un an qu'ils ont commencé leur campagne... Que Segard reproche à Mauroy de se servir de la mairie de Lille comme marche-pied pour des besoins nationaux, et aussitôt l'autre lui répond qu'il a été nommé par Giscard, secrétaire d'Etat aux PTT pour justement briguer la mairie de Lille ! Segard évite d'ailleurs de faire allusion à la majorité, il fait campagne autour de thèmes locaux. Ainsi, l'autre soir, il a pu citer complaisamment un certain nombre de «scandales», celui des transports lillois, celui de la politique de prestige sportif du maire actuel, celui d'un vaste complexe immobilier dont il n'y a que les fondations depuis sept ans, etc. A l'inverse, le bras droit de Mitterrand axe le débat sur les questions politiques : pourquoi la mairie de Lille ne resterait pas aux mains des socialistes au moment où ceux-ci risquent d'accéder au gouvernement ?

De la confusion totale du débat, une seule chose est ressortie : il s'agira bien à Lille d'une lutte politique entre la gauche et la droite, une lutte qui ne peut déboucher sur rien de bon pour les travailleurs lillois. D'ailleurs, il n'a pas été question de la population lilloise lors de ce débat.

POLITIQUE

BARRE POPULAIRE ?

«Le Figaro» publie son «sondage-baromètre» mensuel, réalisé par la Sofres. Il y a toujours 55 % de réponses pour dire que «les choses ont tendance à aller plus mal», 56% pour constater le mauvais «climat social», et 81 % pour dire que les deux problèmes principaux sont la hausse des prix et le chômage. L'élément nouveau de ce sondage, c'est la hausse de la cote du premier ministre Barre.

Ces chiffres (plus 13 points depuis décembre) tombent à point nommé dans la campagne qui consiste à faire de Raymond Barre non seulement le meilleur économiste français, mais aussi un chef politique qui apparaît, au-dessus des partis et capable de mener la «majorité» à la victoire aux prochaines législatives. Cette campagne de promotion est bien orchestrée : à Ploërmel, Giscard a réitéré, publiquement et de manière spectaculaire, sa confiance à Barre. Les aspects les plus voyants, ceux qui peuvent le plus immédiatement (et superficiellement) démontrer le succès de son plan, sont mis en avant (l'indice des prix moins fort en décembre par exemple). Barre lui-même participe à la campagne : ses déplacements en province se multiplient, il cherche à se donner une image de fermeté, mais aussi d'homme de dialogue capable d'avoir le courage de s'adresser à des manifestants, etc. N'a-t-il pas vu lui-même un signe de popularité dans le fait que certains manifestants (en fait ceux de la CGT) l'appellent «Babarre» ?

La popularité réelle de Barre est facile à juger : chacun de ses déplacements en province sont marqués par des manifestations dont l'ampleur ne doit rien aux réactions des directions syndicales. Quelle popularité le premier ministre pourrait-il avoir auprès des chômeurs, auprès des travailleurs qui voient leurs salaires plus ou moins bloqués, auprès des femmes du peuple qui constatent la réalité de la hausse des prix.

La volonté du pouvoir de présenter Barre comme populaire, a surtout comme but de «débloquer» un peu la situation au sein de la «majorité». Face aux coups d'éclat et de boutoirs de Chirac, Giscard joue la carte du président «au-dessus des partis», «ferme garant des institutions», et flanqué d'un premier ministre lui aussi en dehors des querelles de partis, populaire auprès des masses pour sa bonhomie (!), mais ferme dans l'application de sa politique. Et après tout, dans les desseins giscardiens, un homme si populaire, si ouvert, ne pourrait être exclu d'une coalition libéralo-socialiste... Pourtant, cette tentative est bien précaire. Aujourd'hui, Barre ne peut plus se permettre d'éviter les délicats problèmes politiques de la majorité, on l'a bien vu à propos de la mairie de Paris. Il ne peut plus non plus se présenter comme un «spécialiste» économique chargé d'une mission précise et unique : son plan. Barre est engagé, dès aujourd'hui, dans la bataille des fractions de la bourgeoisie, comme le confirme le bruit insistant selon lequel il se présenterait aux législatives dans une circonscription du Loiret. La fausse popularité du premier ministre se révélera à mesure que son poids grandira dans la participation aux affaires politiques de la «majorité». Et comme c'est la voie que lui a tracé Giscard, la «popularité» de Barre se dégonflera de la même manière qu'elle a été fabriquée, c'est-à-dire en vitesse.

A LYON

DÉMAGOGIE A L'ABRI DU QUADRILLAGE POLICIER

Officiellement, Barre s'est déplacé pour inaugurer à Lyon le nouvel Hotel de la Communauté urbaine de Lyon la Courly. Si effectivement il a abordé les problèmes de décentralisation et d'aménagement du territoire, à l'instar de ces prédécesseurs, il a surtout abordé les problèmes municipaux. Reçu par le maire actuel Collomb, candidat se réclamant de la majorité présidentielle, il a eu aussi un certain nombre d'entretiens politiques avec des personnalités lyonnaises. Parmi elles, Jacques Soustelle, autre candidat se réclamant de la «majorité». Peut-être Barre avait-t-il l'intention de régler ce contentieux : pourtant, comme à Paris, il a échoué. Soustelle a fait savoir dans l'après-midi d'hier qu'il n'était pas question pour lui de retirer sa candidature.

Pendant ces petites tractations politicienne, plus de 800 travailleurs lyonnais manifestaient, soigneusement tenus éloignés de l'hôtel de la Courly par d'importantes forces de police. Malgré une faible mobilisation syndicale, le cortège des manifestants étaient surtout composé de travailleurs, de la métallurgie particulièrement. Les débrayages ont été largement suivis. Le vrai visage de Barre a pu se révéler une fois de plus à cette occasion, quand il a exprimé au micro de plusieurs radios son mépris des manifestants. Une face répressive, une face libérale, il fallait que Barre y aille de sa petite initiative démagogique : il l'a faite en allant dans l'après-midi visiter une usine de la banlieue lyonnaise, l'usine Rebatel. En fait, c'est surtout avec le patron de l'entreprise, monsieur Rebatel, qu'il s'est entretenu.

En somme un voyage comme on commence à en avoir l'habitude ; des préoccupations électorales cachées par des grands mots, un impressionnant quadrillage policier, et surtout, des travailleurs en colère.

Décentralisation

Parler de décentralisation à Lyon est une tradition gouvernementale depuis quelques années : Messmer l'a fait en 74, Pompidou en 70 : à chaque fois, il n'en est rien sorti. Ce ne fut pas le cas de la venue de De Gaulle : c'est à Lyon qu'il annoncé le référendum qui allait lui être fatal en 69. Barre a été beaucoup plus prudent, il est resté au généralité.

SACRIFICE

D'Ornano a désigné sa tête de liste dans le V[e] arrondissement, secteur où Chirac se présente. C'est un membre des GSL (jeunes giscardiens) âgé de 22 ans. Ce jeune homme de bonne famille (sa tante s'occupe de la condition féminine au RPR), n'a pas de complexe. Il a déclaré qu'il pensait avoir ses chances, et que ceux qui insinuaient que d'Ornano l'envoyait au casse-pipe étaient de mauvaises langues...

LUTTES OUVRIÈRES

LE PRINTEMPS : MENACES DE LICENCIEMENTS

SURTOUT NE PAS ATTENDRE POUR ENGAGER LA BATAILLE

Après la grève menée par les 112 travailleurs de la Belle Jardinière en décembre et janvier derniers, une première victoire vient d'être obtenue. En effet, suite à la grève, une action juridique avait été menée pour faire une enquête sur la situation financière de la société Belle Jardinière, dont les propriétaires sont les frères Willot. C'est une des pressions qui pouvaient être employées contre les 62 licenciements prévus. Réponse vient d'être obtenue par les instances judiciaires : tous les licenciements sont suspendus pour complément d'enquête. La grève qu'ont menée les travailleurs de la Belle Jardinière a permis de faire échec à une tentative de licenciement dans le commerce. C'est un point important, vu la dégradation continue de l'emploi dans ce secteur. C'est un encouragement pour tous les travailleurs de cette branche menacés de perdre leur emploi.

Les magasins Printemps Prisunic, dirigés par un groupe suisse, Mans, connaîtraient des *«problèmes financiers»*. Depuis l'annonce faite par la direction centrale du Printemps de supprimer 2 200 emplois dans ce magasin, les organisations syndicales et les travailleurs sont sur le qui-vive. Depuis, malgré les pressions faites par les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FO, CGT cadres (CGC refusant de participer à plusieurs initiatives), la direction centrale se refuse à donner plus de détails sur les licenciements et l'ampleur que cela prendrait dans les magasins et les entrepôts. Déjà dans des services et des rayons, les menaces se confirment. (Service après-vente télé : sur huit salariés, six ont à subir des pressions pour démissionner —c'est ce qu'entend la direction centrale quand elle parle de démissions volontaires— ; à la division meubles, ce sont les vingt-sept salariés qui sont informés que leur service est dissous ; au siège Prisunic, c'est plus de trois travailleurs sur cinq qui seront frappés par les licenciements, etc.)

Face à cela, que font les organisations syndicales ?

Les licenciements se multiplient dans le commerce. En décembre, les employés de la Belle Jardinière rentraient en lutte. Cela va être le tour des employés du Printemps.

A la CGT, l'action envisagée par la Fédération CGT Commerce fut, jeudi dernier 3 février, de faire signer une pétition à l'ensemble du commerce parisien et d'aller la porter au Ministre du chômage Beullac. Ce n'est pas un hasard si cette action n'a pas été suivie ! (200 personnes à la délégation et tous des délégués).

A la CFDT, après l'attitude offensive qui a marqué le soutien à la lutte des travailleurs de la Belle Jardinière, il existe une tendance à attendre l'évaluation des licenciements pour engager la lutte, mais aussi une volonté d'appeler tous les travailleurs du commerce parisien à se mobiliser contre les grandes vagues de licenciements qui se préparent sur la région parisienne (Prisunic Créteil, Rosny 2, BHV Garches, Conforama région parisienne, etc...)

Il s'impose en effet aujourd'hui de savoir quelle doit être la forme de lutte et les objectifs clairs pour engager un mouvement contre les licenciements et l'application du plan Barre notamment dans le commerce.

Un tract central du syndicat du commerce de Paris CFDT doit être fait dans les jours à venir pour appeler les travailleurs du commerce à se mobiliser.

Comme le disaient des travailleurs du Printemps, *«il faut que la réaction se fasse sur tout Paris»*.

Tous les travailleurs du commerce ont les yeux tournés vers le Printemps et attendent les réactions. Un mot d'ordre est de plus en plus repris, *«Exigeons tous ensemble pas un seul licenciement dans le commerce !»*

Corres. Paris Commerce

EMA (Haute-Loire) : le patron aux ouvrières : il faut partager les sacrifices Les ouvrières reçoivent un salaire de 450 F

Décidément, les usines pilotes pullulent. Actuellement, les travailleurs de l'une d'entre elles, Renault Douvrain, dans le Nord, sont en lutte contre l'augmentation de la productivité et le rognage de leur salaire (voir QdP du 9 février).

Une autre vient d'apparaître sur le devant de l'actualité. Il s'agit d'EMA, dans le canton d'Auzon, en Haute-Loire, une entreprise d'appareils de chauffage. Il y a deux ans, EMA (du trust DBA) avait été inauguré avec tout le faste et la publicité nécessaires, par le secrétariat d'Etat au logement, Jacques Barrot, qui avait affirmé sans rire *«qu'EMA était une entreprise pilote de prétention européenne»*. En clair, qui entendait se placer favorablement dans le cadre de la concurrence de l'Europe capitaliste ! Et le patron vient de déclarer aux ouvrières qu'il n'était pas normal qu'il fasse seul, les frais de la crise, qu'il fallait partager les sacrifices. Les ouvrières viennent de recevoir leur part de salaire pour janvier :450 F !

AUJOURD'HUI JOURNÉE D'ACTION EN LORRAINE,

UNE NÉCESSITÉ : RASSEMBLER LES FORCES

Une nouvelle fois aujourd'hui, les travailleurs de Lorraine sont appelés à une journée d'action par la CGT et la CFDT. Il s'agit de répondre au plan de licenciement, en particulier dans la sidérurgie.

Chaque jour en effet, apporte de nouvelles précisions sur le vaste plan de licenciements que les maîtres de forge veulent imposer aux sidérurgistes. Déjà, dans de nombreuses usines, les chiffres des travailleurs mis en *«pré-retraite»* sont fixés, parfois les mesures commencent à s'appliquer. Dans les entreprises dépendant de la sidérurgie, les licenciements se multiplient également. Face à cette attaque sans précédent, il y a peu de réaction, très peu de lutte, malgré la colère contre l'application du plan Barre par les trusts de la sidérurgie.

Des journées d'action comme celles d'aujourd'hui sont-elles capables de changer cette situation ? On peut en douter.

N'est-ce pas justement parce que les travailleurs ont trop fait l'expérience de ces journées sans lendemain, d'où ils repartent abreuvés de discours, mais sans perspectives, qu'ils n'y participent pas largement ? Voilà une question que se posent de nombreux syndicalistes, à la CGT comme à la CFDT. Si aujourd'hui, il s'agissait de rassembler les ouvriers de la sidérurgie, et autour d'eux, les autres travailleurs, les femmes, les jeunes, gravement touchés par le chômage, de dire avec force : *«Pas un seul licenciement»*, s'il s'agissait de discuter sur la riposte à engager pour bloquer l'application des plans des maîtres de forge et de l'Etat bourgeois, alors une journée d'action comme celle-là pourrait être une étape, bien que limitée, vers la mobilisation nécessaire.

Mais, ce qu'on nous propose, c'est de manifester pour une négociation tripartite patrons-gouvernement - syndicats, (et aussi pour la nationalisation de la sidérurgie), cette négociation, que d'ailleurs le gouvernement ne cesse d'annoncer prochaine ; cela n'est pas sans rappeler ce qui c'est passé en 71 : les négociations ont eu lieu, et 2 500 licenciements aussi.

Comment pèsent ces échecs passés, comment l'habileté des maîtres de forge peut faire encore quelque illusion ? Mais aussi, comment les solutions des partis du programme-commun, ramenant tout à *«une mauvaise gestion»* et se proposant de faire mieux, les illusions qu'ils répandent sur les prochaines échéances électorales pèsent-elles ? Cela mérite discussion. Comment aujourd'hui clarifier la situation, rassembler les forces, voilà ce qu'il s'agit de discuter.

Corr. Lorraine

SAFE (HAGONDANGE) LA DIRECTION CEDE !

La semaine dernière, la direction de la SAFE fait afficher une note imposant un préavis pour la récupération des jours supplémentaires fait par les ouvriers de l'entretien. L'un d'eux raconte : *«La réaction ne se fait pas attendre, la première équipe fait grève au milieu de l'entretien d'un laminoir... refusant de le remonter»*. Les deux autres équipes le jour même, font quatre heures de grève. Résultat pour la direction : une journée de production perdue. Elle a retiré immédiatement sa note. *«Sur 82 ouvriers, il y avait 81 grévistes, je n'avais jamais vu cela»*. Voilà sans doute une réponse aux révisionnistes du P«C»F qui, manquant d'arguments pour leur projet de nationalisations, voudraient donner en exemple *«la SAFE nationalisée»* (c'est une filiale de Renault). Non, contrairement à ce qu'ils affirment, tout n'y va pas pour le mieux, et ce qu'ont obtenu les ouvriers de la SAFE, c'est grâce à leur tradition de lutte, comme ils viennent encore de le montrer.

RÉUNION-DÉBAT SUR LA CRISE :

- **Les explications de la bourgeoisie**
- **La faillite du capitalisme,**
- **L'issue révolutionnaire.**

SAMEDI 12 FÉVRIER à 20 h 30
AU CENTRE SOCIAL DE FAMECK

Une lutte incessante pour le maintien de l'emploi dans la région.

LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES S'ADRESSENT AUX SIDÉRURGISTES

Depuis plusieurs semaines, les militants du PCRml de la section de Thionville, ont multiplié les interventions aux portes des principales usines de la sidérurgie.

D'abord, face au plan de licenciements qui s'annonçait, pour déjouer la tactique patronale soufflant le chaud et le froid, semant la division, pour affirmer la seule réponse possible : pas un seul licenciement. Et aussi pour montrer ce que révèlent ces attaques de la bourgeoisie : la faillite du capitalisme.

Et à partir de là, bien d'autres questions se posent, sont discutées : la vérité de cette crise, ce que cela nous prépare... Les explications, les solutions des différentes forces bourgeoises, celles du P«C»F en particulier, suscitent le doute, sont remises en cause. L'intérêt pour le socialisme *«où la classe ouvrière dirigerait tout ça»* se concrétise.

Voilà ce que montre la réunion tenue à Rombas il y a quinze jours et qui regroupait une quarantaine de personnes, tout comme les discussions avec de nombreux syndicalistes, ou l'intérêt suscité par les interventions aux portiers. Samedi dernier, c'était à Patural, la cité de Hauts-Fourneaux la plus importante de Sacilor, dans la vallée de la Fensch. A 14 h et à 22 h, au changement de poste, un tract donnant notre analyse de la crise est diffusé, les discussions s'engagent, le Quotidien du Peuple et Front Rouge sont lus. Et pour la sortie, les ouvriers massés attendant la sonnerie écouteront attentivement l'intervention d'un camarade.

LE DÉBAT NE FAIT QUE S'ENGAGER ET IL VA SE POURSUIVRE

Notamment lors des réunions de cités comme celles de Fameck, ou encore, fin février à Thionville, au cours du rassemblement-débat des sidérurgistes, sur l'analyse des plans de la bourgeoisie, l'issue révolutionnaire à la crise, le socialisme que nous voulons.

LIP (BESANÇON)

LA BOURGEOISIE RESSORTIRAIT UNE PROCÉDURE D'EXCEPTION POUR ÉVACUER LES «LIP» !

Des bruits persistants courent sur l'évacuation prochaine des travailleurs de LIP en lutte avec occupation, contre les licenciements !

Des bruits car la procédure qui est sans doute en marche, contre eux, diffère de celle que la bourgeoisie emploie d'habitude. Généralement, le syndic formule une *«assignation en référé»* (il demande au juge des référés un jugement public d'évacuation puis s'adresse au préfet pour lui demander de faire appliquer le jugement). Cette fois-ci, le syndic aurait simplement fait une *«requête»* auprès du juge pour évacuer les «Lip».

En clair, le jugement ne sera pas rendu public, mais pris dans le bureau du juge. Une telle procédure signifie que les travailleurs de Lip ne seront pas avertis. Il est clair qu'en ressortant cette procédure, la bourgeoisie, veut empêcher toute riposte des travailleurs de Lip à ce mauvais coup. Elle sait pertinemment que l'intervention de ses forces répressives la provoquerait !

Cette manœuvre est ratée ! Les Lip se mobilisent rapidement et aujourd'hui, ils seront dans les rues de la ville, pour discuter avec la population !

SESCOSEM (Aix-en-Provence) : La direction confirme au CE les 147 licenciements

Le chiffre de 147 licenciements a été confirmé lors du Comité d'entreprise qui s'est tenu mercredi. L'Inter-syndicale de l'usine d'Aix-en-Provence (regroupant la CGT, la CFDT, la CFTC et la CGC) a aussitôt appelé les 800 ouvriers et ouvrières à une première riposte. Un débrayage de trois heures, suivi par la totalité des travailleurs, a eu lieu, suivi d'une manifestation qui a parcouru les principales artères de la ville et s'est rendue à la sous-préfecture, en scandant les mots d'ordre *«Non aux licenciements»*, *«la Thomson peut payer»*.

BLAUPUNKT : DÉCEMBRE 75, PERQUISITION CHEZ DES MILITANTS SYNDICAUX

77 : CHAQUE JOUR LE DROIT SYNDICAL REMIS EN CAUSE

***«Blaupunkt, ça va... au cours du premier semestre 76, les ventes ont augmenté de 38%»*. Ainsi viennent de s'exprimer des responsables de la section syndicale CFDT de cette usine de Caen, à capitaux allemands, spécialisée dans la fabrication d'auto-radios.**

***«Mais tout ça ne profite pas aux travailleurs»* ont-il ajouté aussitôt. C'est le moins que l'on puisse dire : depuis le début de l'année 76, le pouvoir d'achat n'a fait que stagner, sinon diminuer : sur les 720 travailleurs, 435 touchent moins de 1750F par mois, 161 moins de 1650 et la rationalisation aidant la déqualification s'accélère.**

En 75, l'usine ne comptait que 322 OS, elle en compte aujourd'hui 435, alors que pendant le même temps, 30 travailleurs seulement étaient embauchés.

Plus grave encore est l'attaque en règle contre les libertés syndicales dans les ateliers, une attaque qui a commencé depuis plusieurs mois et qui aujourd'hui s'accélère : quotidiennement, c'est un droit qui est remis en question. Le comité d'entreprise n'a plus de locaux pour se réunir, les chefs arrachent les affiches sur les panneaux syndicaux, les délégués se voient restreindre leur déplacement. Parallèlement, pour imposer des cadences toujours plus élevées aux ouvrières, le nombre de chefs se multiplie sur les chaînes. Il y a quelques mois, un nouveau règlement a été mis en vigueur qui a institué le droit de fouille, y compris en dehors de l'entreprise ! A chaque absence, les travailleurs se voient mutés d'atelier en atelier. Cette recrudescence de la répression patronale à Blaupunkt n'est pas sans rappeler, ni sans rapport avec la situation d'il y a un an et demi ! Elle la perpétue !

On se souvient en effet qu'en juillet 75, les travailleurs menaient une lutte qui obligeait la direction à lâcher en une seule fois 85% du 13e mois. Dans les mois qui suivaient, la direction multipliait les avertissements, les mises à pied et en décembre 75, des délégués CFDT de Blaupunkt étaient perquisitionnés chez eux, à l'heure du laitier, dans le cadre de la campagne de répression d'ampleur orchestrée par la bourgeoisie à l'époque, contre les luttes et les militants syndicaux s'étant portés à leur tête, sous le couvert d'un soi-disant *«complot contre l'armée»*. En fait, il s'agissait pour la direction de découvrir des photos qui auraient été prises lors d'une soi-disant séquestration du directeur pendant la lutte de juillet !

Aujourd'hui, pour la direction, il ne s'agit plus de réprimer une grève, mais de la prévenir ! Contre cela, militants syndicaux et ouvrières sont bien décidés à riposter :ils l'ont déjà montré ces deux dernières années, à chaque cas de répression en organisant manifestations (décembre 75), débrayages après la lutte de juillet 75 et, dans un premier temps, il s'agit d'obtenir la réintégration d'un militant CFDT licencié, J. Girard. *«Nous sommes toujours là et nous nous battrons de toutes nos forces.»*

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LA TVA BAISSE MAIS LES PRIX MONTENT

DES HAUSSES SUR LE CAFÉ, LE CACAO, L'HUILE, LE THÉ et l'ESSENCE

Chaque ménagère a constaté un certain nombre de hausses, plus de 25 % sur le chocolat, plus de 10 % sur l'huile, plus de 30 % sur le café. Hausses qui grèvent considérablement le budget des familles populaires, dont la partie la plus importante est justement, avec le loyer, l'alimentation, qui ne connaît pas la fameuse baisse de la TVA de M. Barre. Barre, qui est aussi libéral sur les prix qu'il sait être strict sur le blocage des salaires !

Les hausses sur le café se justifieraient par la hausse des cours. Et d'insister sur le montant de cette hausse : 300 %. Le cours du café triple, on devrait sans doute se réjouir que le prix à la consommation ne triple pas ! Mais ce qu'on se garde bien de nous dire, c'est que le cours du café n'avait pas bougé depuis 1958, ce qui est loin d'être le cas du prix à la consommation. Et le café que l'on paie aujourd'hui 30 % plus cher vient des stocks réalisés par les grandes compagnies, avant la hausse du cours, elles font ainsi à nos dépens des bénéfices considérables.

Le thé, lui, devrait augmenter dans les prochains jours de 10 à 15 % selon les variétés, et de nouvelles augmentations interviendront sans doute encore à l'automne, ce que dit clairement

Le prix du carburant est en hausse depuis ce matin. Il est question de cette hausse depuis plusieurs mois mais les chiffres définitifs ont été annoncés moins de 12 heures avant leur mise en application. *«on s'attendait à une hausse du super de 8 centimes, elle n'est que de 6 centimes. Le gouvernement n'a tenu compte que des 5 % de hausse du pétrole de l'Arabie Séoudite et des Émirats. Elle n'a pas tenue compte de la hausse de 10 % décidée par les autres producteurs, qui fournissaient 50 % de nos importations».* Les commentaires de la radio voudraient-ils que nous remercions Barre de sa clémence ?

FUITE D'OXYDE DE PLUTONIUM À LA HAGUE

UN ACCIDENT RÉVÉLATEUR

Vendredi dernier, une fuite d'oxyde de plutonium dans un atelier du Centre de Retraitement de la Hague mettait en danger la santé de huit personnes qui en avaient inhalé des vapeurs (cf. QdP du 9.2.77). Les résultats des analyses médicales viennent d'être connus. Il semble que fort heureusement les conséquences n'en seront pas trop graves : les chiffres donnés pour la quantité absorbée sont de 0,0001 DMA (doxe maximale annuelle). Mais cet accident est très révélateur, comme le souligne la section CFDT de La Hague. Révélateur de l'attitude de la direction, qui a tout fait, avant de connaître les résultats pour minimiser cet accident. La section CFDT indique notamment :

«Il y a eu et il y aura probablement encore des incidents de ce type à La Hague, et celui-ci est loin d'être le plus grave que nous ayons connu. La préoccupation de l'administration, ce n'est pas comment remédier à ces accidents (il y a eu 450 cas de contamination interne en un an), c'est de trouver qui est à l'origine de la «publicité» faite à celui de la semaine dernière.» «Pour nous, il est certain que s'il n'y avait pas eu parmi les huit personnes les contrôleurs de l'EURATOM (un Anglais, un Italien et un Belge), on aurait beaucoup moins entendu parler de cette affaire.» «Incident révélateur également de comment cela se passe : installation vieillote et peu sûre ; et vendredi dernier, la protection aurait été meilleure si l'opération s'était faite en horaire normal, c'est-à-dire à 8 H au lieu de 6 H 30.» «Il y a aujourd'hui une sensibilité très grande parmi les travailleurs du centre à ce type de problème. C'est un des acquis de la lutte que nous avons menée l'an dernier».

ANPE DE BELLEVILLE

LES FLICS INTERVIENNENT CONTRE UN CHÔMEUR

Les employés débrayent en signe de protestation

Hier matin, à l'antenne ANPE hôtellerie rue de Belleville dans le 19e arrondissement de Paris, les flics ont été appelés pour vider un *«demandeur d'emploi», «ivre et drogué à l'éther, et qui semait la perturbation dans l'agence».* Ce *«demandeur d'emploi»* était en fait un travailleur immigré, au chômage depuis de nombreuses semaines, à qui aucune offre d'emploi sérieuse n'avait jamais été faite. Ce «drogué» était un travailleur qui exprimait sa révolte.

Les incidents avec les chômeurs deviennent de plus en plus nombreux à cause du manque d'effectif, et parce que les employés n'ont que des emplois bidon ou à peine au SMIC à proposer. Aussi le personnel du service concerné (le service des plongeurs) décida de débrayer immédiatement et d'affirmer ainsi sa solidarité avec le chômeur.

Pour le responsable de l'agence (le remplaçant du chef d'antenne, qui lui, était absent), des chômeurs qui réclament et des employés qui revendiquent, c'en était trop : il téléphona au commissariat. Quatre flics arrivèrent, et furent obligés de reconnaitre, que le chômeur n'était ni saoul, ni drogué, mais simplement énervé, pendant qu'un employé du service leur expliquait comment çà se passe pour les chômeurs ; ce qui ne les empêcha évidemment pas de faire le boulot pour lequel ils avaient été appelés. La CGT et la CFDT lancèrent alors sur l'ensemble de l'agence un appel à débrayer pour protester contre l'intervention des flics. Les chômeurs présents, qui attendaient pour les «extra», ont manifesté leur soutien au débrayage des employés. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la solidarité réciproque chômeurs-employés se manifeste.

Et ce n'est pas première fois non plus que les flics interviennent dans ces locaux. L'ANPE Hôtellerie est le prolongement des anciens bureaux de main-d'œuvre, qui étaient regroupés par branche. Elle en a gardé des composantes assez fascisantes dans son personnel d'encadrement. L'ancien chef d'antenne avait des pratiques terroristes par rapport aux chômeurs, et avait très fréquemment recours aux flics. Il avait même agressé un délégué d'immeuble de la CFDT ; plusieurs actions menées par le personnel et les syndicats CGT et CFDT de l'hôtellerie avaient entrainé sa mutation. Le nouveau chef du centre n'utilise plus tout à fait les mêmes méthodes, mais les employés syndiqués sont l'objet de tracasseries fréquentes. Et les chômeurs ne sont pas mieux traités qu'avant, comme le prouve ce qui s'est passé hier.

AGRESSION FASCISTE A LA FACULTE D'ORSAY

Dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10, à la Faculté des Sciences d'Orsay, vers une heure du matin, un groupe de toute évidence fasciste a tenté d'incendier le local du Comité d'action, a mitraillé le local de l'AGEO-UNEF et l'entrée du Restaurant Universitaire de Bures. En tout une douzaine d'impacts de 22 long rifle, selon un policier. Le local du Comité d'action a été barbouillé de graffitis du genre : «mort aux bolchos»... Des affiches du PCR ont été frappées de la croix celtique.

Les pompiers, alertés par un veilleur de nuit, ont rapidement éteint l'incendie.

Ce coup de main survient un mois après l'incendie complet du local commun au MLAC et a l'Association Orsay-Nature. Il y a 3 ans un local syndical avait été entièrement brûlé par le GAJ (groupe fasciste). Ces attentats fascistes à Orsay contre des locaux syndicaux et politiques ne sont donc pas nouveaux. Mais ce qui l'est, c'est l'utilisation d'armes à feu à la Faculté. Déjà dans la région (Orsay, Bures-les-Ulis) les fascistes s'étaient «fait la main» contre des travailleurs immigrés.

Une pièce de la faculté après le passage des fascistes.

Pour riposter à ces attaques un Comité Anti-Raciste s'était créé aux Ulis, ce qui a permis de faire cesser ces exactions. De la même manière imposons la liberté d'expression des étudiants et des travailleurs. Vigilance contre les menées fascistes !

Corr. Orsay.

Les paysans à l'offensive contre l'implantation d'une usine nucléaire dans la Manche

A Flamanville (Manche), les paysans ınent l'offensive contre l'implantation de l'usine léaire : mardi, les premiers travaux ont démarré (délir ɔn du chantier). Aussitôt, 120 paysans se sont mobilisés : vingt sont venus avec leur tracteur. Ils ont enlevé la clôture, et ils sont déclaré que *«Si la clôture est remise, nous reviendrons plus nombreux».* Déjà un rassemblement pour dimanche est prévu à 14 h 30 sur le site de la centrale à Flamanville.

Correspondant Flamanville

BAVURES

Au procès du hold-up du «Figaro», les experts ont déclaré que le passant M. Michel Maure a été tué par un «tir direct», ce qui contredit formellement la thèse de la police qui parlait de «ricochet». Par ailleurs, les experts ont reconnu très «crédible» l'affirmation du gangster Hincourt selon laquelle il était à terre quand les policiers lui ont tiré dessus. Ce sont eux qui auraient donc déclenché la fusillade.

Enfin, l'avocat de la partie civile a déclaré à propos des bavures : «C'est regrettable. Il y a eu un mort et un blessé. Mais le Ministère de l'Intérieur les a largement indemnisés». En somme, pour ces messieurs, tout est bien qui finit bien !

● ACCUSÉ CHIRAC, LEVEZ-VOUS !

Il y a trois jours, un certain Jacques Chirac comparaissait devant la 23e Chambre Correctionnelle du tribunal de Paris (flagrants délits), sous l'accusation de cambriolage. Un médecin-expert l'a déclaré en état de démence et irresponsable au moment des faits. Le tribunal l'a en conséquence placé dans un hôpital psychiatrique...

En bref...

● UNE MORT A SEVESO :

Une femme de 56 ans vient de mourir d'une tumeur, dans la région de Seveso. Des examens vont être effectués pour déterminer si la dioxine est responsable. Rappelons que des centaines d'enfants souffrent de graves lésions de la peau provoquées par la dioxine. Dans le collège «Léonard de Vinci» fermé tout récemment le taux de dioxine est 14 fois supérieur à la limite dite «tolérable» !

AFFAIRE DES «TRANSSEXUELS» : UNE INCULPATION

Le Pr Berne a été inculpé dans l'affaire des «trans-sexuels» de Marseille. D'autres médecins le seront sans doute prochainement. Ils administraient à de jeunes garcons des hormones femelles. Ces jeunes entraient alors dans le réseau de la prostitution de la Côte d'Azur. Pour ce travail sordide réalisé en liaison avec le «milieu» marseillais, les médecins se faisaient payer très cher.

INTERNATIONAL

ZIMBABWE :

«LES ETATS-UNIS NE PEUVENT PAS REMPLACER LA GRANDE-BRETAGNE»

Déclare le président de la Tanzanie

Le président tanzanien Nyerere a affirmé au cours d'une conférence de presse, que les Etats-Unis ne pouvaient remplacer la Grande-Bretagne car ils ne représentent pas le pouvoir colonial, à la suite de sa rencontre avec le représentant américain, Young qui effectue une mission en Afrique Australe. Le première phase des négociations à Genève sous la présidence britannique s'est soldée par un échec. Le voyage de Young prépare une plus grande intervention américaine dans la région à la suite de cet échec.

LES RAISONS D'UN ECHEC

Les raisons de cet échec ont été clairement définies par Nkomo. La Grande-Bretagne *«s'est moquée des nationalistes»*, en faisant de la conférence de Genève *«une affaire entre elle et Ian Smith»*. *«Pour nous,* a-t-il ajouté, *il s'agissait du transfert du pouvoir et pour la Grande-Bretagne, il s'agissait du partage du pouvoir, Ian Smith étant chargé de ce partage»*. Ceci ne peut se passer qu'avec le pouvoir colonial de droit, c'est à dire l'Angleterre. Les Etats-Unis n'ont rien à y faire.

LES USA ET SMITH

«Nous n'avons pas l'intention de renverser Ian Smith» a déclaré Young. Pourtant cela apparaît comme la seule solution pour sortir le régime raciste de l'impasse où il est face à la lutte de libération, Smith s'opposant à toute concession. A moins qu'ils envisagent une recrudescence de la guerre dans la région, qu'ils ne paraissaient pas souhaiter jusqu'à présent.

L'AFRIQUE DU SUD ET SMITH

Vorster, le fürher de l'Afrique du Sud et Smith se sont rencontrés en privé mercredi. Vorster avait déjà déclaré qu'il ne lâcherait pas Smith. Ils ont envisagé la recherche d'un règlement en dehors du Front Patriotique qui mène la lutte armée. C'est donc l'impasse !

JAPON CEE :

«REVENEZ SUR VOS MESURES» DEMANDE LE JAPON

Une protestation a été remise par l'ambassadeur japonais auprès de la CEE, demandant à l'Europe de reconsidérer sa décision d'imposer une taxe anti-dumping de 20% sur les roulements à billes japonais. Le premier ministre a déclaré à la chambre des députés qu'il lui paraissait que l'industrie japonaise devrait réduire elle-même ses exportations.

LA CONSTRUCTION NAVALE

La décision de la CEE sur les roulements à billes n'était qu'un avertissement : les deux questions essentielles étant l'acier et la construction navale. Dans ce domaine, des discussions sont en cours. Selon la CEE, depuis l'effondrement des commandes de super tanker, le Japon détient 85 à 90% du marché mondial de la construction. La CEE exige que cette part soit ramenée à 50%. Le Japon a accepté d'augmenter les prix des navires de haut tonnage : *«cela ne donne pas satisfaction à 100% à nos partenaires européens, mais.... nous ne pouvons faire plus»* a déclaré le responsable japonais.

Par ailleurs, la production d'acier a augmenté de 23% en 1976 pour atteindre 37 millions de tonnes. Les revenus des exportations d'acier ont augmenté de 4,2% pour atteindre 11 milliards de dollars.

IRLANDE :

DIS-MOI QUI SONT TES AMIS ?...

La très fasciste U.D.A. (Ulster Defense Association), spécialisée dans les plasticages, meurtres, etc. vient de proposer au très sérieux mouvement «apolitique» des femmes-pour-la-paix-à-tout-prix, de mettre ses comités de quartiers à sa disposition. Ainsi, une nouvelle fois, le mouvement de Betty William et Maiered Corrigan reçoit-il l'appui des fascistes loyalistes dont le seul programme est de «se faire du catholique»... Peu à peu, on dévoile sa véritable nature !

Au Sud, l'État «libre» d'Irlande vient de porter plainte devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg contre la Grande-Bretagne qu'il accuse de tortures et sévices envers les Irlandais détenus au Nord. La Cour Européenne a déjà accusé la Grande-Bretagne d'avoir torturé en Irlande dans les années 70. Cela continue de nos jours, dans les camps de concentration de Long Kesh et dans les prisons anglaises comme Albany, Martin Prison, etc... où tous les Irlandais, ou presque, sont maintenus dans leur cellule en isolement total et soumis à la brutalité de leurs gardiens.

S.G.

L'APPEL DU GÉNÉRAL GRIGORENKO

BREJNEV EGALE PINOCHET

Dans l'appel que le Général Grigorenko vient d'adresser aux «partis communistes occidentaux» -dont les lecteurs de l'*«Humanité»* ont peu de chances de connaitre le contenu- celui-ci écrit : *«Les communistes sont persécutés en URSS comme dans tous les pays fascistes»*, ajoutant qu'il fallait *«demander aux dirigeants de l'URSS de cesser la terreur politique qu'ils font règner dans l'intérêt du renforcement de leur pouvoir privé au détriment de la cause communiste et exiger d'eux qu'ils cessent les représailles contre le mouvement de défense des droits de l'homme. Si la direction brejnevienne se refuse à libérer Roudenko et Guinzbourg et à prononcer une amnistie politique ce sera la preuve indiscutable que sur le chapitre de la démocratie l'URSS ne diffère en rien du régime de Pinochet»*.

Cette vigoureuse dénonciation, dont le récent échange entre Boukovski et Corvalan avait révélé le bien fondé, s'ajoute au manifeste signé par les 272, pour que Guinzbourg soit libéré. Brusquement, le mouvement d'opposition en URSS prend devant Brejnev une force telle qu'il n'en avait jamais manifesté.

C'est également le cas de la Tchécoslovaquie où la dénonciation des collabos par les signataires de la Charte 77 inquiète l'URSS. Dans les deux cas, elle envisage un renforcement de la répression.

Sortie d'usine en RDA ; le mouvement d'opposition particulièrement fort en URSS, Tchécoslovaquie et Pologne connait ses premières manifestations en RDA.

DES SPÉCIALISTES RUSSES EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Sous la direction de l'un des secrétaire du PCUS, Ivan Kapitonov, «expert» de l'organisation politique en Europe de l'Est, quatre autres délégués sont venus «échanger des expériences dans le travail politique». Depuis le début du mouvement «Charte 77», l'ambassadeur soviétique en Tchécoslovaquie, Vladimir Mackevitch rencontre Husak presque chaque jour. La presse soviétique a multiplié les appels à la répression des signataires de «Charte 77».

Un certain désarroi semble exister pour les Soviétiques et leurs collabos. La vague de répression et d'intimidation contre les premiers signataires n'a pas donné les résultats attendus, au contraire, ceux-ci ont été renforcés de plus de nouveaux noms. Contre ceux-ci aucune mesure n'a encore été prise, alors que les premiers signataires avait tous été interrogés par la police. La lettre au parlement dénonçant les traitres de 68, qui avaient justifié «une intervention extérieure par la force», met l'occupant en difficulté, tandis que les signataires de «Charte 77» paraissent avoir l'initiative. Le téléphone de certains signataires coupés depuis longtemps a été rétabli. *«La police veut peut-être savoir ce qui se passe dans «Charte 77»*, a déclaré l'un d'eux.

RENFORCEMENT DE LA RÉPRESSION EN URSS DÉCIDÉE PAR LE SOVIET SUPRÊME

En URSS, la «Pravda» annonce que le Soviet Suprême a discuté du problème de la discipline dans le pays. *«Le renforcement de la légalité socialiste et de l'ordre légal, de l'éducation des citoyens dans l'esprit d'intolérance envers les violations des lois soviétiques et des règles de la morale communiste»* : c'est sous ce jargon pseudo-communiste que Brejnev voile la dictature fasciste. L'une des principales mesures prévues est le renforcement des «tribunaux de camarades», qui sont des institutions chargées au niveau de l'usine et du quartier de détecter et de pourchasser les opposants, et de les juger.

o DEUXIEME HAUSSE DE PRIX EN 3 MOIS :

L'URSS vient d'annoncer sa 2e hausse de prix en 3 mois. Les prix avaient officiellement augmenté pour la 1ere fois depuis 1964, au mois de janvier. Cette hausse touchait les produits dit «de luxe», tandis que les produits alimentaires bon marché, disparaissaient des étals et étaient vendus chers au marché noir et au «marché libre».

Cette fois, ce sont les prix des ateliers de réparation et de confection qui vont augmenter de 10 à 15% d'ici le 1er avril et les transports aériens (importants en URSS, vu les distances).

En bref... En bref... En bref... En bref...

ITALIE : DIZAINE D'UNIVERSITÉS OCCUPÉES

Après la grève déclenchée par les étudiants de Palerme, il y a deux semaines, les universités de Naples, Bari, Cagliari, Rome, Pise, Florence, Bologne et Milan sont occupées à leur tour. Jeudi le mouvement s'est étendu aux élèves du secondaire.

Ce mouvement est le plus important dans les universités italiennes depuis le printemps de 1968. La cause immédiate de ces manifestations est l'opposition à la réforme qui **«privilégie les riches, qui, eux seuls, pourront faire de longues études».**

SCHMIDT SCEPTIQUE SUR CARTER

o ***Le programme de Carter pour l'économie mondiale*** **«est particulièrement désavantageux pour l'économie globale parce qu'il repose sur le développement de la consommation et la création d'emplois, mais ne contribue pas au développement des investissements... Le chancelier fédéral (Schmidt) est très sceptique sur les plans projetés par les USA pour la coordination de la stimulation de l'économie mondiale», *a déclaré le président de la chambre d'industrie et de commerce d'Allemagne devant les patrons. Des hoquets dès le début du projet «trilatéral» !***

INDE : LE PARTI RÉVISIONNISTE DEMANDE LA LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE

o ***A son tour le parti révisionniste — qui en avait soutenu l'instauration — a demandé la levée de l'état d'urgence. A la veille des élections, Indira Gandhi apparait très isolée.***

En bref...

ANGLETERRE : LES SYNDICATS S'OPPOSENT À UN NOUVEAU BLOCAGE DES PRIX

o ***Certains responsables syndicaux commencent à demander le rejet du «contrat social». Une réunion du Comité Economique a été dissoute pour «indiscipline». En réalité, parce que la direction des TUC n'est pas parvenue à obtenir l'accord pour de nouveaux blocages de salaires l'an prochain.***

la chine socialiste en marche

LES VACANCES AU PALAIS D'ENFANTS DE PÉKIN

Pendant les vacances scolaires, les écoliers et les lycéens chinois vont se distraire et s'instruire dans des centres culturels appelés «palais d'enfants». Ils peuvent apprendre à jouer d'un instrument de musique, se perfectionner dans la pratique d'un sport, apprendre l'acupuncture, ou suivre des conférences de vulgarisation scientifique. Une fois revenus dans les écoles, ils pourront servir de moniteurs pour leurs camarades grâce à leur spécialisation dans ces activités. Actuellement, au cours des vacances d'hiver qui ont commencé depuis fin janvier, plus de 5 000 jeunes participent chaque jour aux activités du palais d'enfants de Pékin. Ce palais d'enfants organise également des cours de formation scientifique, technique, artistique et sportive chaque semaine, les jours de congé.

ENQUÊTE SCIENTIFIQUE SUR LE PLATEAU DU TIBET SEPTENTRIONAL

Le plateau du Tibet septentrional est une vaste étendue de steppes glacées couvrant plus de 300 000 km². Les savants étrangers avaient l'habitude de considérer qu'il s'agissait d'une terre stérile, recouverte de glace toute l'année et entièrement stérile. Une grande enquête a été entreprise sur le climat et les ressources de ce plateau : une expédition scientifique l'a exploré pendant quatre mois avec le soutien des organisations du parti de la région autonome du Tibet, des habitants et de l'armée. Elle a permis de conclure que cette partie du Tibet dont le climat est le plus rigoureux et l'altitude la plus élevée n'est pas un désert et qu'il est possible de la mettre pleinement en valeur. Les savants de l'expédition ont rapporté de leur exportation des découvertes dans de nombreux domaines, comme la géologie, l'hydrologie, la zoologie et la botanique. Ils ont recueilli environ 300 spécimens de plantes, en particulier des plantes médicinales. Ils ont trouvé de nombreuses sortes d'animaux :antilopes, renards, léopards des neiges, ours bruns, et divers oiseaux. Ils ont découvert la loche du Tibet, le poisson qui vit à la plus haute altitude jusqu'ici connue (5 200 m). Des sites préhistoriques, témoins de la vie des hommes dans cette région, sont encore présents entre 4 500 et 5 200 mètres. L'expédition a découvert la présence de chrome et d'autres minerais. Comme le reste du Tibet que le féodalisme avait maintenu dans l'arriération, et qui connaît un rapide développement depuis la Libération, le plateau septentrional sera mis en valeur par la Chine socialiste.

UN MARCHÉ A PÉKIN

Le magasin d'alimentation de Sitan, dans un quartier de Pékin dispose de 2 000 produits : pâtisseries, fruits, conserves, thé, etc. Comme la plupart des magasins de ce genre, il comprend un rayon de plats à emporter (viandes en sauce, poissons fumés, poulets rôtis, canards, saucisses). Ces plats, vendus à des prix modérés et stables depuis une dizaine d'années, permettent aux familles d'emporter à la maison un bon repas sans imposer un surcroît de travail ménager.

Pérou

OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE ET RESISTANCE POPULAIRE

Tout au long des derniers mois de 1976 et au début de 1977, l'offensive des forces de la bourgeoisie, qui avait commencé en juin-juillet, par la «mise en ordre économique» et l'état d'urgence, s'est poursuivie, mais sous de nouvelles formes.

En effet, *l'organisation* de la riposte n'a pas été à la hauteur de la combativité des masses populaires. La grève générale lancée par un secteur de l'extrême-gauche à partir de la Fédération des Mineurs du Centre pour le 16 août, n'a pu être déclenché. Des centaines de syndicalistes ont été arrêtés. La grève des pêcheurs qui s'est prolongée durant près de deux mois (d'octobre à décembre) s'est terminée par un échec.

Ceci pour deux raisons : alors que les protagonistes de la grève qui luttaient contre le démantèlement de la flotte de pêche rendue au secteur privé, ce qui entraînait des milliers de licenciements, faisaient montre d'une grande conscience et d'une grande combativité, la gauche syndicale et politique, en dépit de ses proclamations, se révélait incapable d'organiser un soutien unitaire.

On ne s'étonnera pas que le parti révisionniste et la CGTP aient saboté le soutien organisé par les coordinations syndicales. La vente massive de matériel militaire de la Russie au gouvernement péruvien conditionne plus que jamais l'appui, à peine critique, que le parti révisionniste accorde à la Junte. Il est à cet égard significatif que sa revue «Unitad» soit autorisée à reparaître en même temps que des revues d'extrême-droite, alors que toutes les autres revues de gauche, en particulier «Marka», sont définitivement interdites.

Sous la pression de la base cependant s'est tenue fin novembre une coordination d'importantes organisations syndicales qui ont signé une plateforme unitaire dont nous donnons par ailleurs des extraits. Mais lorsqu'il s'est agi de mettre en œuvre le dernier point appelant à la grève générale, les révisionnistes de la CGTP se sont retirés.

Le bilan de ces échecs tirés par les organisations révolutionnaires, c'est que les accords passés, l'ont été au sommet, sans travail suffisant à la base qui n'a pas suivi. Mais il est permis de penser que tant que les bases syndicales se conduiront comme de véritables cellules de partis, aucun travail unitaire ne sera possible. D'autant plus que les organisations révolutionnaires ne sont pas parvenues à créer un front de résistance.

Dans ces conditions, le gouvernement n'ayant pas rencontré une résistance organisée, il s'est contenté de maintenir la répression au niveau des mois précédents. C'est à dire que les leaders des mouvements syndicaux combatifs sont pourchassés, tout comme leurs avocats. L'Université est réprimée. On signale en particulier la mort d'un étudiant sous la torture. La presse d'opposition est totalement interdite. Mais on n'a pas encore franchi l'étape d'une répression massive et indiscriminée qui était attendue.

Profitant des points marqués, le gouvernement a poussé ses avantages sur le plan économique et institutionnel. C'est ainsi que deux décrets, mettant fin à la loi de «stabilité du travail» (censée empêcher les licenciements sauvages) et aux «communautés industrielles» sont sur le point d'être promulguées. L'université va être «réorganisée».

Parallèlement le président Morales Bermudez a annoncé un nouveau plan politique dont la première étape seraient des élections municipales. Il s'agit là d'un projet d'institutionnalisation «à la brésilienne» qui permettrait au régime de survivre avec la bénédiction de toutes les forces de droite.

Cette pause relative dans le processus de fascisation du régime, peut cependant permettre à la gauche révolutionnaire de tirer les leçons des échecs précédents et de regrouper ses forces pour une prochaine étape de luttes. J.G.

LES PRINCIPAUX POINTS DE LA PLATE-FORME UNITAIRE

La plateforme unitaire est divisée en quatre sections. Dans la première intitulée **Rétablissement des libertés démocratiques** sont demandées la levée de l'état de siège, la libération des prisonniers politiques et syndicaux, la fin de la suspension du droit de grève, la réouverture des revues interdites.

Dans la seconde **défense du droit du travail**, le respect des conventions collectives, la réintégration des ouvriers renvoyés, etc. Dans la troisième, **Défense des conditions de vie du peuple**, l'augmentation des salaires, le gel des prix, la garantie des prix agricoles, et abolition de la dette agraire, réalisation de travaux dans les bidonvilles. Dans le quatrième **Appui à la juste lutte des pêcheurs** l'annulation des mesures prises en faveur des entreprises privées, la libération des dirigeants, l'arrêt des persécutions policières.

Ce texte se termine par l'appel à une grève générale unitaire pour que ces revendications soient satisfaites.

Il est signé par la CGTP (PC), la CNT (démocrate chrétienne), le CUOS qui est un front groupant ces deux organisations, la CCP (Confédération Paysanne du Pérou), la section de Lima de CTRP (gauche du régime), la Fédération des Professeurs de Lima, etc... On remarque l'absence du CCUSC qui regroupe les syndicats proches de Patria Roja, en particulier la Fédération des Mineurs du Centre.

Corée

Nouvelles propositions de la République Démocratique pour une réunification pacifique

Les graves incidents provoqués par les troupes d'occupation américaines sur la ligne de démarcation l'année dernière l'ont bien montré : la Corée reste un point chaud. La redéfinition de la politique extérieure que doit actuellement opérer l'administration de Carter met à l'ordre du jour le problème de la division de la Corée et de l'occupation du Sud par les troupes US.

A cette occasion, la République Démocratique de Corée a tenu à faire de nouvelles propositions pour la réunification du pays.

Ce n'est pas la première initiative : le président Kim Il Sung avait déjà proposé un programme comportant des échanges et des rencontres en juillet 1972. Mais ce processus fut interrompu brutalement au bout de quelques mois par le régime fasciste de Park Chung Hee.

Le programme, élaboré le 25 janvier et envoyé par la République Démocratique à tous les partis du Sud, comprend quatre points :

1) **«Il faut réaliser une grande union des forces socialistes du Nord et des forces patriotiques et démocratiques du Sud qui aspirent à la réunification».**

2) **«Il faut atténuer la tension entre le Nord et le Sud et éliminer le danger d'une guerre nucléaire.».**

Pour cela, la République Démocratique préconise le démantèlement des bases nucléaires et le retrait inconditionnel des troupes US et la réduction mutuelle des forces au Nord et au Sud.

3) **«Il faut éliminer la source de la dissension au sein de la nation et créer l'atmosphère d'une grande union nationale.»**

A ce sujet, la République Démocratique réclame la liberté d'expression pour les patriotes, la libération de tous les prisonniers politiques et la fin du régime fasciste.

4) **«Pour discuter de tous ces problèmes, il faut convoquer une conférence consultative politique du Nord et du Sud qui serait constituée des représentants de différents partis politiques et organisations de la population du Nord et du Sud».**

Ces propositions qui ont déjà rencontré un accueil favorable parmi les patriotes du Sud, se sont heurtées à un refus obstiné du dictateur Park Chung Hee. Celui-ci a répondu en proposant un «traité de non-agression» sans retrait des troupes américaines préalable ! Dans un discours, le 4 février, il a exclu, sous prétexte de défendre l'unité du pays contre la «menace communiste», tout retour aux libertés démocratiques. Mais l'opposition démocratique et antifasciste qui ne cesse de s'élargir en dépit de la répression ne permettra pas à Park de perpétuer indéfiniment la division du pays, contraire aux aspirations de tout le peuple coréen.

AU CŒUR DE L'AUVERGNE EN LUTTE

COPONO BOOK: QUAND UN PATRON PRETEND RACHETER UNE PARTIE DE L'USINE OCCUPEE

-3-

Comme nous le rappelions dans nos précédents articles (QdP des 8 et 9 février), la SCPC et Copono Book ont organisé à plusieurs reprises des actions communes. Par son passé de luttes, en 71 et 72, la SCPC a toujours constitué la locomotive des initiatives unitaires. Malgré toutes les basses manœuvres du patronat local et des partis de «gauche», ce pôle de luttes, capable d'organiser une coordination de plusieurs usines, pourrait devenir gênant au moment où la campagne pour les municipales ne va pas tarder à battre son plein... *«Ils ont trop voulu en faire»*, disent ceux qui rêvent de voir la SCPC isolée. Si tous ceux qui luttent contre le chômage en Auvergne décidaient d'organiser une coordination régionale, pour réfléchir tous ensemble à la situation et aux moyens d'en sortir, quel cauchemar pour tous les politiciens locaux de droite et de gauche désespérément accrochés à leur cuisine électorale !

La liste réactionnaire *«pour le renouveau et l'expansion de Clermont-Ferrand»* n'a pas hésité à écrire qu'une des causes de la «crise économique» *«touchant certains secteurs dans l'entreprise»* est *«une mauvaise image de marque à l'extérieur et une volonté de certains groupes de détruire l'appareil de production»* !

Pour briser toute expression de la combativité de la classe ouvrière, le pouvoir a recours fréquemment à trois méthodes :
- envoyer ses CRS,
- laisser pourrir la situation,
- ou proposer régulièrement des «solutions industrielles».

Quand s'ouvre une période électorale, le recours aux CRS est délicat, trop anti-populaire. Restent donc les deux dernières méthodes.

La SCPC, ce sont 155 ouvriers et ouvrières regroupés dans une même unité de production. Par contre, Copono Book, c'est tout à fait différent : pas de tradition de lutte bien ancrée, 110 ouvriers et ouvrières divisés en cinq départements différents : la maroquinerie et l'imprimerie, qui sont les deux secteurs les plus importants ; les départements ICS (cadeaux d'entreprise), «colis épargne» (pour les casinos), ... «whisky et gadgets».

Tout ça pour une même entreprise ! Les deux seuls secteurs les plus intéressants, aux yeux du patron, sont la maroquinerie et l'imprimerie. Avec la restructuration de l'imprimerie, pas question de reprendre un petit atelier ! De plus, les ouvriers imprimeurs ont toujours été pratiquement les seuls à occuper l'usine. Reste donc la maroquinerie avec seulement 35 personnes et des tanneries dans un rayon de 150 km. La suite va nous montrer que c'est certainement vers cette «solution» de démantèlement que penche le patronat.

Il ne reste plus qu'à trouver un maroquinier, «bon père de famille».

REPRISE PARTIELLE ET AVANTAGES SOCIAUX REMIS EN CAUSE ?

Jeudi 3 février, après plusieurs jours d'attente et de bruits divers, un maroquinier parisien, M. Railliès est apparu à Lempdes. Réunis en AG, les travailleurs de Copono Book, principalement les maroquiniers et les imprimeurs, ont écouté ses propositions dans l'usine occupée. Précisons que, pour P. Railliès, une AG est «presque une réunion politique» (!) Contrairement à ce qui se fait dans l'usine, ce serait de la maroquinerie de luxe et non pas industrielle. D'où la proposition de stages de trois à quatre mois *«permettant de reconstituer vos droits pour une année entière, garantis pour l'avenir, au cas où ça ne marcherait pas, comme nous le souhaitons»*, a indiqué le Syndic. Bien évidemment, ces stages ne coûteront pas un sou à ce maroquinier :ils seront payés par la fédération nationale pour l'emploi, c'est-à-dire l'argent des travailleurs !

Pour le redémarrage, seulement 14 ou 15 ouvriers de la maroquinerie seraient embauchés, le reste dépendrait de la reprise. L'objectif étant de reprendre à terme la totalité des 35 personnes. Notons que M. Gennoyer a repris Griffet à Marseille avec la même méthode et aujourd'hui, il voudrait licencier 60 travailleurs sur 120.

«Nous voulons être repris au salaire précédent avec la revalorisation depuis la fermeture, et les avantages sociaux :
- 13e mois,
- 5e semaine de congés payés,
- en cas de maladie ou d'accident, paiement intégral des trois premiers jours et la prime d'ancienneté», ont exigé ces travailleurs.

«Nous sommes scrupuleux quant à l'application de la convention de la maroquinerie. Je suis signataire de cette convention nationale et je n'ai pas l'intention de détruire ce que j'ai construit. Vos avantages sociaux étant supérieurs à ceux de la convention nationale, je tique», a fait remarqué Railliès. *«Je ne peux pas le tolérer»*.

—*«Vous pouvez faire un avenant à l'accord d'entreprise»*, a suggéré le délégué CFDT.
—*«J'ai un handicap, je suis responsable à l'entreprise. Je réserve donc ma réponse après en avoir discuté avec mes collègues»*, a répondu alors Railliès.

Les ouvrières ne tiennent pas à recommencer à zéro.

M. Railliès explique, pour «détendre» un peu l'atmosphère *«que l'employeur n'a pas intérêt à garder les travailleurs au prix plancher, car ils pourraient partir en trouvant mieux ailleurs»*. Comme si le chômage galopant en Auvergne le permettait ! *«Nous avons intérêt à aller très vite, c'est-à-dire à embaucher très rapidement tout le monde»*, renchérit le bras droit de M. Railliès.

ET LES IMPRIMEURS DANS TOUT ÇA ?

«Accepter-vous l'occupation de l'imprimerie ?» demandent alors les imprimeurs.
—*«Votre demande est normale, mais l'imprimerie n'est pas de mon ressort. Quelle va être la réaction du propriétaire des locaux ? Nous ne la connaissons pas»*, affirme sans rire M. Railliès, cherchant à faire croire que, jusqu'ici, il n'a eu aucun contact avec l'actuel propriétaire ! Cette question primordiale pour les imprimeurs reste suspendue : *«Si nous évacuons, même si l'UD nous passe un local, la lutte sera cassée»*, disent-ils. *«Nous tenons à dire que nous ne sommes pas opposés à la reprise du secteur maroquinerie, mais il nous faut des garanties solides»*. Personne ne peut dire ce que contiendra le protocole d'accord : la seule garantie ferme, c'est l'unité des imprimeurs et des maroquiniers avec tous ceux qui luttent dans la région sur la question de l'emploi !

D'ailleurs, quel chèque en blanc peut-on accorder à ce maroquinier qui ose affirmer *«qu'ici il y a des problèmes d'apprentissage»* ? Dès demain en allant discuter avec les tanneurs du Puy, nous verrons ce qu'il en est. Déjà, nous pouvons affirmer que les 150 tanneurs d'Annonay et ceux de Bort les Orgues à 80 km d'ici pourraient facilement résoudre «ces problèmes d'apprentissage» !

SCPC, Copono Book... et des dizaines d'autres !

—**Michelin** : Plus grosse usine de la région de Clermont-Ferrand, emploie actuellement près de 25 000 personnes. Suppression de 2 500 emplois en deux ans.
—**Barse** : Zone industrielle du Brézet, près de Clermont : 70 licenciements (métallurgie).
—**Brillot** : (Menuiserie). Fermeture avec 57 licenciements. Un tiers du personnel serait reclassé.
—**Ferlux** : (Pharmacie). Zone industrielle de Cournon, 20 licenciements acceptés par Beullac, sur les 30 demandés, la dernière semaine de janvier.
—**Mauvernay** : (Pharmacie). A Riom, 119 licenciements prévus en décembre 76, 89 obtenus. Bientôt la fermeture ?
—**Ollier** : (Matériel pour les usines agro-alimentaires). En lutte depuis 18 mois contre les 150 licenciements et la fermeture.
—**Amisol** : En lutte depuis 26 mois contre 272 licenciements.

Et bien d'autres dont **Central-Métal**... et bien sûr la **SCPC** et **Copono Book** !

OCCUPER UNE USINE EN 77

Les travailleurs de la SCPC et de Copono Book, qui ont plusieurs mois d'expérience d'occupation, expliquent : *«L'occupation nous permet de garder des liens entre nous, organiser des moyens collectifs de défendre les 90% et s'appuyer sur un rapport de force pour toutes les démarches de Sécurité Sociale. Les directeurs des ANPE se méfient de nous. Ils n'essaient pas de nous reprendre les 90% car ils savent que la réaction serait violente. Ils ne peuvent pas disposer de nous comme ils le font avec d'autres chômeurs isolés qui sont victimes du retrait scandaleux de leurs droits sociaux. A nous, ils ne peuvent pas le faire, et ce sera comme ça, tant que nous occuperons»*.

«L'occupation permet aussi de vraiment se connaître, de mieux voir les problèmes communs, les espoirs communs», explique une ouvrière de la SCPC. **«Par exemple, le fait que, nous, les femmes, on travaillait en 2×8 et les hommes en 3×8 ne favorisait pas l'unité entre nous !»**

L'autre raison majeure, c'est bien entendu d'empêcher l'enlèvement des machines et des stocks ; plus de trente machines à la SCPC, le matériel d'imprimerie et de maroquinerie à Copono Book, avec 110 millions de marchandises prêtes à livrer. De quoi faire des ventes directes !

«Tout serait parti depuis longtemps, si on ne surveillait pas nuit et jour», affirment les ouvriers de la SCPC. **«En décembre, nous avons appris que les machines de fabrication des flacons que nous gardons dans l'usine sont attendus au Maroc dans une usine du groupe Coplastic. Et celle qui imprime les flacons devrait être en Espagne pour leur usine Envases-Carnaud»**.

Devenez «ABONNÉ-AMI»

DERNIER MOIS

Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- **A un abonnement au choix à :**
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- **Et à un livre ou un disque au choix :**

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gaies Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

- **Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»**
- **Sur présentation de la carte**

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J.Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e
Cinémas (tarif étudiant tous les jours)
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ..... ☐
Abonnement de soutien .. 500 F ..... ☐
Abonnement de soutien ..... F ..... ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

DANS NOTRE COURRIER

UNE ÉTUDIANTE DE LILLE

SUR LA NATURE DU RÉGIME IRANIEN

Camarades,

Ayant lu dans le QdP de lundi 24 janvier, l'article sur l'Arabie Séoudite, j'y ai noté une remarque selon laquelle l'Iran développait à l'heure actuelle une industrie nouvelle et importante qui serait en faveur d'une indépendance économique future.

Je suis étudiante en sciences économiques et dois faire un mémoire sur la situation économique iranienne et les chiffres et documents que j'ai déjà consultés me font penser que la position de l'Iran vis-à-vis de l'impérialisme occidental n'a rien à voir avec une volonté de bâtir une économie nationale indépendante. Ceci s'explique d'ailleurs très bien quand on connaît la nature du régime du Shah et l'intérêt qu'il a à être soutenu par les pays impérialistes contre la juste lutte du peuple iranien.

J'avais pensé vous envoyer un article plus détaillé aujourd'hui, puis je me suis demandé si vous seriez intéressés par un texte plus long, une sorte de résumé du travail que j'effectue en ce moment, donc plus approfondi. Peut-être pourriez-vous en tirer un article. (...)

N.P. Lille

Développement indépendant ou pas ?

Il ne nous semble pas possible, actuellement, de poser cette question en dehors de l'état actuel des contradictions dans le monde, en dehors des facteurs qui constituent le mouvement des pays du Tiers Monde et qui jouent sur la nature de chacun de ces pays. Le mouvement des pays du Tiers Monde est né et s'est constitué sur la base de la lutte de libération nationale menée victorieusement par les peuples. Ces victoires ont permis de constituer face au pillage impérialiste un mouvement extrêmement vaste des pays dominés et pillés par l'impérialisme, qui développent leur unité sur la base de leur intérêt commun : que soient créés dans leur pays les moyens essentiels d'un développement économique et par conséquent que soit mis un terme au pillage systématique de l'impérialisme. Ainsi le mouvement des pays du Tiers Monde comprend et entraine les différentes sortes de régime existant dans cette zone du monde ; ainsi font partie du Tiers Monde la Chine, les pays d'Indochine, l'Algérie mais également des pays dont les régimes sont encore très liés à l'impérialisme, comme nombre de régimes africains, ou les régimes de l'Arabie Séoudite et de l'Iran.

A des degrés divers selon les pays, le mouvement des pays du Tiers-Monde s'accompagne de l'édification d'une base industrielle inexistante auparavant, et qui contribue à la réalisation de l'indépendance du pays. C'est notamment le cas des immenses chantiers d'Iran, d'Irak, d'Algérie... C'est le cas avec la création d'un certain nombre de voies de communications en Afrique...

Dans ce sens, cette édification répond aux aspirations des peuples d'une part, et d'autre part contribue à creuser le fossé entre l'impérialisme et les pays qui acquièrent petit à petit une véritable infrastructure économique.

Cependant, un grand nombre de pays du Tiers Monde effectuent leur développement dans la dépendance, notamment technologique et commerciale, des pays impérialistes et social-impérialiste. En même temps, ces pays développent un secteur capitaliste d'Etat combiné plus ou moins largement à un secteur privé.

Dans ces pays domine la loi du profit capitaliste et ce qui l'accompagne : l'exploitation brutale ainsi que les autres aspects de la dictature bourgeoise, liée aux autres classes exploiteuses. Aussi la lutte pour l'indépendance du pays trouve-t-elle objectivement ses limites en même temps que se développe la lutte de classes à l'intérieur, dont l'un des buts est de parachever l'indépendance nationale, et l'autre de renverser les exploiteurs.

Les classes exploiteuses de ces pays, tirent profit de l'affaiblissement du système impérialiste, elles tirent profit aussi de l'opposition certes limitée mais réelle des impérialismes secondaires tels la France, à la volonté hégémonique des 2 superpuissances. Les classes exploiteuses de nombre de ces pays du Tiers Monde tirent profit de cette situation, pour accroître leur marge de manœuvre, jouer leur propre jeu, obligées qu'elles sont, en même temps, pour tenter de se maintenir, de tenir compte des exigences d'indépendance de leurs peuples. Mais, partie prenante ainsi du mouvement du Tiers Monde, ces classes, leurs régimes, en apparaissent aussi comme les cibles, dans la mesure où l'issue de la lutte pour une indépendance véritable suppose leur remplacement par des régimes populaires.

Ce double caractère n'est-il pas à l'origine des situations contradictoires du régime iranien, à la fois dénonçant vigoureusement l'impérialisme américain sur la question du pétrole et par ailleurs se faisant son relais dans la région du Golfe en concurrence avec l'Arabie Séoudite.

Nous attendons avec un grand intérêt l'article (ou le texte) que tu peux rédiger à partir de tes travaux sur la situation économique iranienne.

G. CARRAT

DU «VIRAGE» À L'ALIGNEMENT SUR LES DICTATURES ?
PÉROU, LA FIN D'UN MYTHE
Film réalisé par Alain Labrousse (été 1976)
DÉBAT

JEUDI 17 FÉVRIER - 20 h
10, rue de Lancry

GROUPE D'ÉTUDE
DE LA RÉALITÉ PÉRUVIENNE CEDETIM

Communiqué

LE COMITÉ DE SOUTIEN
AUX COMMISSIONS OUVRIÈRES
ET ASSEMBLÉES POPULAIRES (PAU)

Tient une permanence chaque samedi après-midi de 14 h à 16 h au Centre Rencontre et Recherche (avenue de Saragosse).
- organisons le soutien financier
- organisons le soutien politique par la préparation d'une réunion avec des représentants des commissions ouvrières.

Solidarité avec les luttes des peuples d'Espagne !

ETUDIANTS ABONNEMENT SPÉCIAL 5 MOIS 100 F

NOM : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....

Crédit Lyonnais : Agence ZU 470
Compte n°7713 J

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

Bref, il s'agirait de creer, sur les arrières de l'ennemi, un important morceau de France Libre, d'où pourraient être lancés :

— des raids de perturbation ;

— l'appel au soulèvement national ;

— enfin, et surtout, des opérations de plus grande envergure.

N. B. — Il n'a jamais été question, dans notre esprit, de s'incruster dans le Vercors et d'y braver un ennemi en possession de tous ses moyens. La carte du Vercors, si elle peut être jouée, devra l'être par surprise, en face d'un ennemi inquiet et désorganisé.

Henri Morestel avait demandé, pour toute action militaire, l'armement minimum suivant :

795 fusils-mitrailleurs ;
795 mitraillettes ;
6 360 pistolets et mousquetons ;
5 canons antichars ;
15 mortiers.
Munitions : 10 fois le poids des armes.

Clément, chef civil du Vercors, ayant passé plusieurs semaines à Alger, était rentré en France le 5 juin. Il venait de renouveler cette demande.

Les Alliés avaient jusqu'alors parachuté des mitraillettes, quelques mitrailleuses et des mousquetons. Les mortiers et les canons antichars étaient attendus « d'un jour à l'autre ». Comptant sur cet armement, l'état-major du Vercors n'hésita pas à suivre les ordres d'Alger.

Henri Morestel soulignait également dans sa *Note* le point faible du Vercors :

Le plateau de Saint-Nizier qui représente le seul vrai défaut du Vercors et dont les inconvénients sont encore aggravés par la proximité de Grenoble.

C'est du côté de la trouée de Saint-Nizier que devraient déboucher nécessairement les forces d'attaque.

La tâche de défendre Saint-Nizier fut confiée à la compagnie Goderville. Le lieutenant Vieljeu, le sous-lieutenant Terro et le sergent Catillon en faisaient partie.

La nuit précédant son départ, Michel Vieljeu dormit mal ; c'était naturel ; il savait que, dans la grange, Terro, lui aussi, se tournait et se retournait dans le foin.. Mais, pour Vieljeu, cet énervement était mêlé d'inquiétude. Une conversation avec l'Espagnol, oubliée depuis des mois, lui revenait à l'esprit : dans les premiers temps de leur amitié, un soir que Vieljeu rentrait de Vassieux après un parachutage (mitraillettes, fusils, munitions), il avait annoncé à Terro :

— Bientôt, nous aurons de quoi armer une division.

L'enthousiasme éclatait sur son visage rougi par le froid et le reflet des flammes.

— Tu crois ? demanda l'Espagnol.

— Comment « je crois ». Qu'est-ce que tu veux dire ?

— Que pour armer une division, il faut des mortiers et des canons.

— Ça viendra !

— Peut-être... Il faut qu'Alger les envoie. Les généraux hésitent toujours à confier des mortiers et des canons au peuple.

— Mais pour le gros baroud...

— Oh, ça ? Ils n'hésiteront pas à donner des ordres. Il est moins dangereux de donner des ordres que de donner des mortiers.

Vieljeu, ahuri, furieux contre ce scepticisme « facile », se révolta :

— Vous les communistes, vous ne croyez jamais à rien !

— C'est à voir ! Si je ne croyais à rien, je ne dirais rien.

— Dans ce cas-là, je ne sais vraiment pas ce que tu fais dans le Vercors !

— J'y étais avant le maquis, dit Terro. Quand le maquis est venu, tu me connais : je ne pouvais quand même pas rester les bras croisés.

Là-dessus, Terro alla se coucher. Il s'excusa quand même le lendemain :

— Oublie ce que j'ai dit hier soir, Michel. De temps en temps, j'ai des crises d'humeur, comme ça.

— Comment veux-tu que j'oublie ? Faudra en reparler, que tu t'expliques.

— Oui, c'est ça. Un jour...

(à suivre)

DES ARTISTES AU SERVICE DES LUTTES

INTERVIEW DU COLLECTIF DES PEINTRES DES PAYS ARABES

RECUEILLI PAR PAULE SACONNET

— Quotidien du Peuple : Un peu d'historique d'abord. Quand ? Pourquoi ce collectif ?

— Le Collectif des Peintres des Pays Arabes à Paris est né en décembre 1975 du besoin de surmonter l'isolement, tel que celui du peintre au service de la bourgeoisie, et de la nécessité de travailler ensemble sur la base de problèmes communs et les luttes dans les différents pays d'origine.

En dehors des peintres venant des pays arabes, il y a des camarades d'autres nationalités, sensibilisés par notre sujet de travail : art, politique révolutionnaire et pays arabes.

— QdP : N'y-a-t-il pas eu entre vous des divergences d'option politique ?

— Pour ne pas trop limiter le groupe, on s'est mis d'accord sur une plate-forme politique assez large, notre cible commune est définie par l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe.

— QdP : Vous êtes étranger pour la plupart. Donc plus ou moins, de passage. Que se passe-t-il quand l'un d'entre vous regagne son pays ?

— Chaque membre du groupe, une fois retourné dans son pays d'origine, va essayer d'y former un autre «Collectif» pendant qu'il est remplacé au sein du groupe par d'autres camarades arrivés en France.

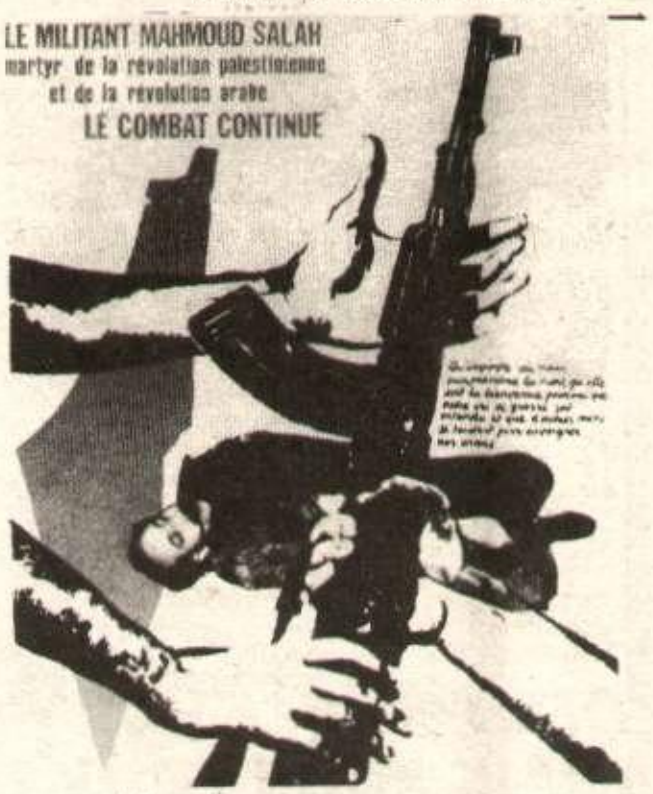
— QdP : Quelles ont été vos actions depuis la création du Collectif ?

— Contraints par l'urgence de la situation, on a travaillé jusqu'à maintenant surtout sur le problème palestinien.

Après la chute du camp palestinien de Tell-El-Zaatar, on organisa, début septembre, ensemble avec l'ARCI-CODA (Groupe d'Intervention Culturelle Italien) et le Collectif Antifasciste (Paris), une action «peinture» dans la banlieue ouvrière de Venise (Mestre). A l'aide de pochoirs représentant une tête de fedayin, et l'inscription Tell-El-Zaatar, on a peint sur une place public un grand carré, traversé par une bande rouge portant le nom en grandes lettres, latines et arabes, du camp palestinien.

Pendant un mois, une exposition itinérante sur la Palestine en Toscane, regroupant des peintures des dessins d'enfants de Tell-El-Zaatar, des affiches, des projections de diapositives, des brochures d'informations, etc, a donné lieu, dans plusieurs villes, à des discussions et débats sur la lutte du peuple palestinien.

La dernière triste occasion pour nous d'intervenir était lors du lâche assassinat du camarade palestinien Mahmoud Saleh, gérant de la Librairie Arabe. On tira trois affiches pour dénoncer le meurtre et clamer la continuité du combat. Puis, on décida une action plus spectaculaire. On voulut réaliser de grandes peintures sur les rideaux de la Librairie



Arabe, lieu de l'assassinat, et portant toujours des slogans sionistes inscrits quelques jours auparavant. On avait déjà préparé tous les projets et appelé à un rassemblement culturel pour le lundi 17 janvier devant la librairie, quand le samedi avant l'intervention, on était averti par les flics, que, si la librairie allait donner lieu au moindre rassemblement, ou à une action quelconque, elle serait fermée immédiatement.

En peu de temps, on a été alors obligé de changer de lieu, et, à l'aide d'un échafaudage, on réalisé une partie des projets à l'extérieur, (rue de Jussieu/Fossés St Bernard) et on a choisi ce lieu à proximité de la librairie, et aussi à la mémoire de Mohamed Boudia, militant de la cause palestinienne, assassiné le 26-6-73 rue des Fossées ST Bernard.

— QdP : Et vos projets actuellement ?

— Actuellement, une affiche de dénonciation des films sionistes «Victoire à Entebbe» et «Raid sur Entebbe».

On peut se procurer des affiches de soutien, des cartes postales et la brochure du Collectif à la Librairie Arabe, 2 rue Saint Victor Paris 5e (à côté de la Mutualité).

VENDREDI 11 FÉVRIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. *Feuilleton*
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les oiseaux de proie (film)
21 h 15 - Festival d'Albi : la coquette trompée. *Opéra-comique d'Antoine Dauvergne*
22 h 45 - Allons au cinéma
23 h 15 - Journal

A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Jeu : des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 44 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Dossiers : danger immédiat
21 h 30 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 47 - Ciné-Club : The old fashionned way (*1934*) *Un film de William Beaudine*

FR 3

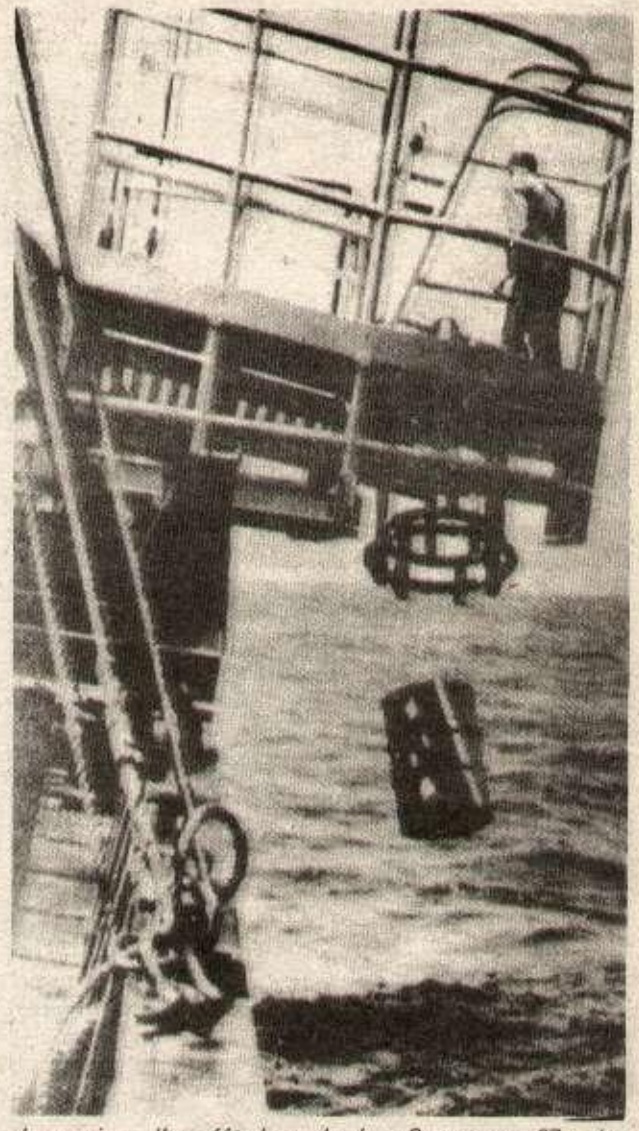
18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi : la fatigue à l'école
21 h 30 - Voyages dans le cosmos ou la nouvelle astronomie populaire.
22 h 20 - Journal

LA MER : POUBELLE ATOMIQUE ?

50 000 TONNES DE DÉCHETS RADIO-ACTIFS IMMERGÉS DEPUIS 1971 DANS L'ATLANTIQUE !

par Pierre PUJOL

Au début du mois d'août dernier, des pêcheurs du port de Granville dans la Manche découvraient dans leurs filets un fût qui ressemblait étrangement à un container de déchets radioactifs. En juin et juillet 76, sous le «contrôle» de l'Agence Européenne de l'Energie Nucléaire dépendant de l'OCDE, 6 700 tonnes de déchets radioactifs anglais, belges, hollandais, et suisses, sont immergés par 4 500 mètres de fond dans le Nord-Est de l'Océan Atlantique. Déjà en 1967, lors du premier «exercice communautaire» d'immersion de déchets radioactifs, 11 000 tonnes de déchets radioactifs, furent immergés par 5 000 mètres de fond dans l'Océan Atlantique Oriental. En dehors de ces «opérations européennes», des déversements beaucoup moins organisés existent. Certains bateaux, afin de limiter la durée (donc le coût) de leur campagne de rejets, sèment leurs fûts derrière eux, sur la route de la zone prévue d'immersion. Des fûts dont les pêcheurs de Granville n'ont retrouvé qu'un exemplaire...



Immersion d'un fût lors de la «Campagne 67». La plate-forme d'où est jeté le fût est baptisé par les marins «la cage à serins».

DES PROBLÈMES GRAVES, OUI... MAIS POUR PLUS TARD

L'immersion des résidus de l'industrie nucléaire pose de nombreux problèmes. L'OCDE s'estime satisfaite par la méthode choisie. Mais, on peut légitimement s'inquiéter devant un tel optimisme fondé seulement sur quelques calculs et sur beaucoup d'hypothèses.

«L'évacuation de déchets solides radio-actifs au fond de l'Océan Atlantique, à une cadence de l'ordre de 10 000 curies par an, ne donnera lieu qu'à des ingestions de radio-activité par l'homme, inférieures de plusieurs dizaines de fois aux valeurs maximales actuellement recommandées par la commission internationale de protection contre les radiations» déclare l'OCDE dans un long document. Mais, la méthode laisse planer des doutes : *Dans certains cas, il n'a pas été possible d'obtenir des informations certaines sur des points nécessaires à l'évaluation et, dans de tels cas, le groupe a fait des hypothèses introduisant des facteurs de sécurité jugés suffisants ?»* Une des «impasses» et non des moindres de ce raisonnement est l'incertitude qui existe au sujet de la résistance des fûts par 5 000 mètres de profondeur ?

Les impérialistes n'ont, de fait, trouvé aucune solution satisfaisante au problème des déchets radio-actifs. Soucieux d'exploiter au plus vite à leur profit les ressources du nucléaire, intéressantes du point de vue énergétiques, ils mettent sur pied un programme nucléaire où la sécurité passe après. Ils stockent et jettent à l'eau des tonnes de déchets nucléaires. A la Hague, «poubelle atomique», les déchets sont stockés à terre dans les piscines d'Infratome. Cette zone de stockage risque d'être saturée d'ici 15 ans. Des prospections sont faites pour en mettre une autre en place dans le sud-ouest. De l'avis même de l'Agence Européenne pour l'Energie Nucléaire (ENEA) ce *«soi-disant stockage de déchets peut signifier en fait que la solution finale de ce problème a été remise à plus tard»*.

Des recherches sont faites actuellement pour mettre au point de nouvelles méthodes de stockage. A Marcoule, une usine de virification doit produire des verres inertes destinés à conditionner les déchets dans des blocs de verre. La capacité de production est prévue pour permettre de résorber d'ici 10 ans tous les déchets liquides stockés à Marcoule. Mais, sans parler du coût très élevé de ce procédé, on ignore encore les réactions à long terme des verres sous irradiation.

DES PROBLEMES POUR PLUS TARD

Une solution satisfaisante consisterait à transformer des corps très actifs en corps qui le sont moins. Mais il faut encore que la technologie de la «fusion» accompagne dans son progrès celle de la «fission» ... et ce procédé n'est pas prêt d'être au point aujourd'hui.

Certains ont avancé la solution de la «satellisation» dans l'espace des déchets radio-actifs. Mais encore faudrait-il être sûr que la fusée ne rate jamais son départ et ne retombe, dispersant les déchets en surface ...

En attendant le déversement continue. Même si la France depuis 1969 ne participe plus officiellement à ces opérations en pleine mer, ce ne peut être une consolation. En effet, l'Angleterre, les Pays-Bas, la Suisse poursuivent leurs immersions régulièrement. En ce qui concerne l'URSS, dont on sait qu'elle ne se prive pas de piller ou de polluer les eaux des autres pays, ne pratique-t-elle pas aussi, et à très grande échelle, des immersons clandestines...

Des 1 000 curies immergées officiellement en 1967 aux 100 000 curies immergées en 1974, les dépôts vont en s'intensifiant et les tonnes de déchets immergés sont autant de problèmes en suspens qui referont surface dans dix, vingt ou trente ans. Des problèmes graves que les classes exploiteuses au pouvoir, sans avenir, laissent àla nouvelle génération, donc à la France socialiste, le soin de résoudre ...

DÈCHETS RADIOACTIFS : LEUR VOLUME IRA CROISSANT

Tout matériau qui, d'une façon ou d'une autre, a été contaminé, doit être considéré comme radio-actif, donc traité comme tel. La quasi-totalité des équipements, matériaux, appareils utilisés dans un centre nucléaire, deviennent un jour ou l'autre des déchets radioactifs : verres brisés, filtres usés, tuyaux, boîtes à gants, vêtements. Dans les centres où les effluents radioactifs sont soumis au retraitement, des boues diverses, plus ou moins radio-actives sont produites. Enfin et surtout, le coeur d'un réacteur de 1 000 MWE contient plusieurs centaines de kilogrammes de plutonium et dérivés de fission qui constituent des déchets à «haute activité». Le volume de ces déchets ne peut aller qu'en augmentant. Chaque tranche de 1 000 MWE du programme nucléaire se solde par une centaine de mètres cubes de déchets. Pour chaque nouvelle centrale, quatre tranches de 1 000 à 1 300 MWE sont prévues...

LA CONVENTION DE LONDRES

Deux convent'ons internationales ont été mises au point pour réglementer les opérations d'immersion en pleine mer des déchets industriels. Le 15 février 72, à Oslo, les Etats riverains de l'Atlantique Nord-Est signaient une première convention de portée régionale.

Le 29 décembre 72, était mise au point, à Londres, une convention internationale qui interdisait l'immersion de produits dangereux (mercure, cadmium...) qui soumettait à permis, l'immersion de produits un peu moins toxiques (aesenic, plomb, cuivre, zinc, ferraille) et à «autorisation préalable» l'immersion de tout autre produit. En fait, cette convention est très peu appliquée, les industriels voulant minimiser au maximum les frais relatifs à l'élimination des déchets. Pour sa part, le gouvernement français qui joue les vedettes de la «qualité de la vie», a refusé de ratifier cette convention internationale...

LA CAMPAGNE 67 : PLUS DE 100 000 TONNES IMMERGÉES !

PAYS	Nombre de containers	Poids en tonne	Activité en curies alpha	Activité en curies beta/gamma
ANGLETERRE	1 268	724	91	1 682
ALLEMAGNE O.	480	180	0,5	5
PAYS BAS	501	207	0,07	2
BELGIQUE	1 945	600	–	190
FRANCE	896 (béton) 30 700 (boues)	449 8 735	1 160	10 5 747
TOTAL	35 790	10 895	253	7 636

LA CAMPAGNE D'IMMERSION 67

L'opération a débuté à New Haven (Angleterre) le 17 mai 67. Le navire «Topaze» a effectué cinq voyages consécutifs vers la zone de rejet après lesquels il est rentré à Cherbourg pour être décontaminé. La France était en tête pour la quantité de déchets... mais pas pour la sécurité. Le rapport de l'OCDE raconte *«Les fûts français de boue devaient être manipulés en position verticale, afin d'éviter le risque de contamination par une fuite de couvercles»*... On se demande comment des fûts qui se comportaient aussi mal à la surface, ont pu résister à la pression de 5 000 mètres de fond !

LA CAMPAGNE 69

11 000 fûts sont embarqués sur un bateau français «Le Penchateau». Quant au navire anglais «Le Topaze», il semait ses fûts derrière lui sur toute la route. Certains fûts immergés disposaient de régulateurs de pression, grosses plaques rondes vissées sur les couvercles pour empêcher les fûts d'éclater en s'enfonçant. Les marins racontent : *«Environ 20 % des régulateurs s'adaptaient mal et on peut se demander ce qu'il advenait des fûts sans régulateurs»*.

LA CAMPAGNE 74

2 265 tonnes de déchets sont immergées par les Pays-Bas, l'Angleterre et la Suisse. *«Au cours du voyage, un contrôle réalisé environ deux heures avant l'immersion, a révélé une contamination d'une cale (50 fois la contamination admissible dans l'air), probablement due au tritium : on a ouvert les écoutilles pour aérer, on a immergé les fûts et on est rentré au port»*... (L'Electronucléaire en France : Syndicat CFDT de l'Energie Atomique).

POURQUOI LA FRANCE NE PARTICIPE PLUS AUX CAMPAGNES D'IMMERSION ?

Le ministre de la Qualité de la vie, explique lui-même, pourquoi la France ne participe plus depuis 69 aux opérations (J.O. du 7 février 76).

«Une des raisons essentielles de ce choix réside dans le fait que cette forme d'élimination est plus coûteuse que le stockage à terre dans des lieux spécialement aménagés à cet effet»...